

Un travail coordonné par
L'Observatoire de la Vie Locale du quartier de la Goutte
- Association Salle Saint Bruno -

GI 08.07

TABLEAU DE BORD

de la

VIE SOCIALE

à la

GOUTTE D'OR

Avec la collaboration de l'Atelier Parisien d'Urbanisme, de la Direction de l'Action Sociale,
de l'Enfance et de la Santé de la Ville de Paris, de la Direction Départementale du Travail,
de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, de l'association URACA.
Avec le soutien de la Préfecture de Paris et de la Mairie de Paris

Avertissement

Ce document, outil de travail et de réflexion, n'a de sens que pris dans sa globalité. Nous attirons votre attention sur le risque qu'il pourrait y avoir à exploiter des indicateurs sans tenir compte des objectifs des organismes qui les ont fabriqués, et des éléments qui ont servi à leur calcul. Par ailleurs, chacun des chiffres de ce document n'est compréhensible que s'il est rapporté à son périmètre de référence et à son mode d'emploi.

Avant d'aller plus loin ...

D'une année sur l'autre, le Tableau de Bord de la Vie Sociale du quartier de la Goutte d'Or a su s'affirmer comme un outil fédérateur, une base commune de savoirs partagés, un instrument de mise en relation des acteurs les uns avec les autres. Il est désormais reconnu et repéré par les différents partenaires du quartier comme un outil de réflexion et de mise en perspective qui permet de penser la Goutte d'Or dans sa pluralité, sa richesse et sa complexité. Véritable creuset, le Tableau de Bord est un outil qui se veut simple et abordable par tous, où se confrontent des données provenant de structures et de champs différents. Il invite ainsi chacun à prendre de la hauteur sur son quotidien professionnel et à développer des analyses et des pratiques transversales.

Sept éditions successives ont déjoué l'ambition initiale de constituer des séries statistiques longues. Ce travail a montré dans le temps combien il est difficile de concilier indicateurs fins et évolution. En effet, les institutions évoluent, les dispositifs changent et les chiffres s'adaptent à de nouveaux critères, de nouvelles méthodes de recueil. Plus que jamais, cette édition du Tableau de Bord est une photographie du quartier, il indique des tendances et doit être abordé comme tel.

Comme chaque année, le contenu de ce recueil évolue pour cette nouvelle édition : certaines fiches ont disparu du fait du désistement de partenaires (les clients EDF-GDF, les bénéficiaires d'autres allocations de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF), d'autres se sont révélées peu fiables (les avis de naissance), et de nouvelles fiches intègrent le Tableau de Bord cette année (données tirées du diagnostic emploi réalisé en 2004 par l'Equipe de Développement Local du quartier de la Goutte d'Or relatives : aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, les jeunes et l'emploi). Comme chaque année donc, ce document est aussi le reflet de ses propres limites.

Méthode et éthique : bien comprendre cet outil...

Le maniement du chiffre est périlleux. Parce qu'il est apparemment simple, mais en réalité parfaitement complexe, il peut donner lieu à toutes les confusions, à tous les abus. Comme les années précédentes, les questions de méthode ont mobilisé largement l'attention des concepteurs de ce Tableau de Bord. Ils se sont appliqués à faire preuve de rigueur pour débusquer tout ce qui pouvait altérer le sens des chiffres fournis et leur lisibilité. Un travail qui demeure la principale difficulté de l'ouvrage.

Des garanties éthiques

Respect des correspondants

Les chiffres choisis l'ont été avec l'accord des correspondants, qui ont par ailleurs tous donné leur assentiment au traitement qui est fait des informations fournies.

Protection du public

Ce document ne contient aucun chiffre remettant en cause le secret professionnel. Il n'y a évidemment aucun nom et aucune adresse, ni même de chiffres détaillés. La plupart des chiffres proviennent d'une institution ; leur publication est, bien entendu, conforme aux dispositions de la loi Informatique et Liberté.

Diffusion contrôlée

Pour limiter les risques de déformation ou d'utilisation abusive des chiffres contenus dans le Tableau de Bord, ce document est destiné à des professionnels. Légalement, rien ne peut interdire toutefois à un citoyen d'obtenir ce recueil.

La tendance plutôt que la valeur brute

En conséquence, et malgré leur rectitude apparente, les chiffres ne sont jamais que des données produites par des humains, susceptibles de se tromper ou d'être inattentifs. Plusieurs chiffres des éditions précédentes se sont révélés bien plus tard inexacts. Cela prouve, s'il en était besoin, qu'il vaut mieux s'intéresser à la tendance plutôt qu'à la valeur brute du chiffre.

Impossible stabilité

Les institutions, les structures qui alimentent le Tableau de Bord sont en perpétuel mouvement : changement des hommes, changement des périmètres, changement des catégories, changement des procédures. Toutes ces évolutions rendent fragiles les indicateurs bâtis et rendent surtout fragile leur interprétation : assiste-t-on à un redécoupage des secteurs, modifie-t-on les compétences de tel ou tel service ? Les données de cette année et des années précédentes deviennent incomparables. Aucun chiffre de ce Tableau de Bord n'établit donc de rapport direct avec la "réalité" ; ils portent tous la trace de la médiation de l'institution.

Une lecture collective

L'interprétation du Tableau de Bord ne peut-elle guère être l'apanage du seul expert en statistique. Le sens ne peut surgir que de la confrontation du chiffre avec celles et ceux qui le produisent quotidiennement par leur travail de terrain.

Le mythe de la "série longue"

Chaque nouvelle édition du Tableau de Bord remet partiellement en cause le projet originel qui était de créer un outil de suivi statistique à long terme. On s'oriente aujourd'hui plus probablement vers des séries statistiques thématiques de trois ou quatre ans qu'on ne pourra relier les unes aux autres que par grandes tendances.

RESSOURCES ET PRECARITE

- Les ménages allocataires du R.M.I.* p 59
- Les allocataires de la C.A.F.* à faible quotient familial p 61
- Les demandes d'aides financières instruites par la D.A.S.E.S.* p 63
- Les foyers non imposables p 65
- Les bénéficiaires d'allocations logement p 67
- Le nombre de dossier F.S.L.* présentés p 69
- L'endettement locatif dans les immeubles de l'O.P.A.C.* p 71
- La fréquentation des cantines scolaires p 73

SANTE

- Les points de santé p 77
- Les bénéficiaires de l'A.A.H.* p 79

ENFANCE / SCOLARITE / LOISIRS

p 81

- La petite enfance p 83
- Les effectifs dans les écoles primaires p 87
- Les effectifs au collège p 91
- La scolarité au collège p 93
- La fréquentation des centres de loisirs p 95

ANNEXES

p 97

- Index des abréviations citées p 99
- Les artisans du tableau de bord p 101
- Les correspondants du tableau de bord p 103

*** voir listes des abréviations p 99**

Les grandes tendances

Population

- Depuis 1968, les données des recensements montrent une stabilisation du nombre d'habitants autour de 22 000. La Goutte d'Or est un quartier « jeune », qui n'a cessé de rajeunir depuis ces 30 dernières années. Par ailleurs, la taille des ménages est supérieure à la moyenne parisienne et à celle du reste de l'arrondissement, avec une assez forte représentation des « grands » ménages.

Logement

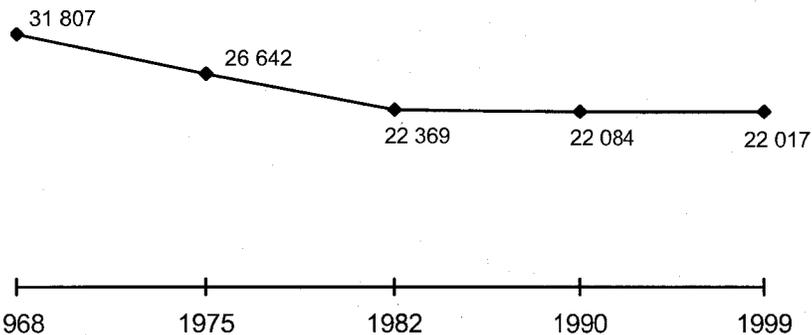
- Le nombre de logements à la Goutte d'Or ne cesse de décroître depuis 1968 en raison des différentes opérations de démolition et de résorption de l'habitat insalubre. Il est composé de plus de 13000 logements avec, en comparaison avec le reste de l'arrondissement, un nombre très élevé de « petits » logements. On note également la présence particulièrement importante sur le territoire d'hôtels meublés, en particulier dans la partie Nord du quartier.
- L'opération Goutte d'Or Sud est « quasiment » terminée (il manque la livraison du Centre Fleury). Près de 822 logements y ont été construits. 117 autres logements ont été livrés dans le cadre de l'opération de « Château Rouge » qui se poursuit. Ces opérations de renouvellement urbain ont permis le relogement de 1395 familles et un gain qualitatif au niveau du confort des habitations. Toutefois, le saturnisme reste une problématique importante à la Goutte d'Or.
- Si le loyer à la Goutte d'Or tend à s'accroître d'années en années dans des proportions identiques au reste de l'arrondissement, le prix moyen à la vente a connu la plus forte augmentation de Paris (de plus de 20% entre 2002 et 2003).

Activité, économique emploi

- Les activités de commerces sont majoritaires à la Goutte d'Or, elles occupent 53% des locaux d'activité. Les principales activités sont le textile, les hôtels/café/restaurants et les commerces d'alimentation.
- Comparée à la moyenne parisienne et à celle du reste de l'arrondissement, il y a une proportion plus importante de chômeurs à la Goutte d'Or (23.1% en 1999) et le niveau de qualification de plus de 80% des demandeurs d'emploi de la Goutte d'Or est très faible.

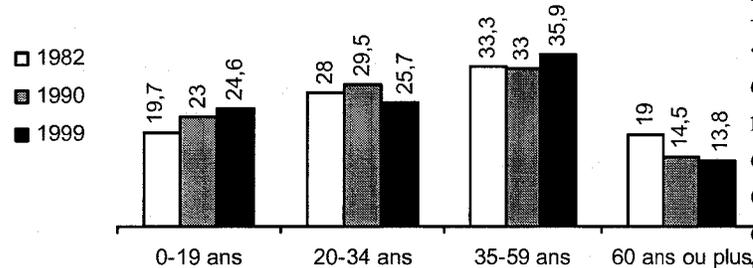
POPULATION

Evolution de la population de la Goutte d'Or (1968-1999)



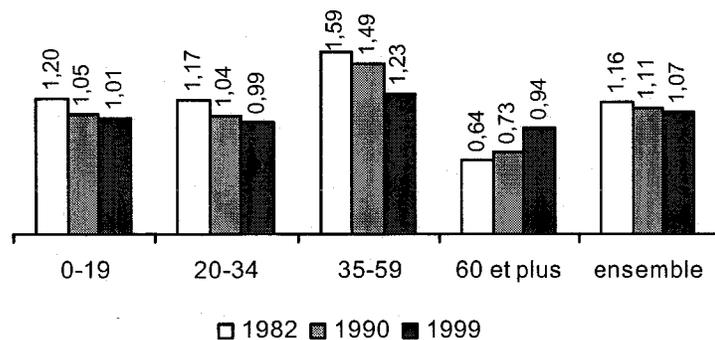
Le nombre d'habitants du quartier de la Goutte d'Or a connu une forte baisse entre 1968 et 1982 mais semble se stabiliser depuis autour de 22000 habitants. Le quartier n'a en effet "perdu" que 67 habitants entre 1990 et 1999.

Evolution de la population par groupes d'âge en % (1982-1999)



Déjà en 1982, la Goutte d'Or était un quartier « jeune » comparé aux moyennes parisiennes. Le quartier n'a cessé de rajeunir ces 30 dernières années : augmentation de la part des moins de 20 ans et diminution de la part des personnes âgées de 60 ans et plus. La baisse des effectifs des personnes âgées de 20 à 34 ans depuis 1982 laisse penser que le quartier est moins attractif pour les jeunes adultes qu'il n'a pu l'être. Enfin, l'augmentation de la part des 35-59 ans et des moins de 20 ans, surtout localisée dans des secteurs ayant connu des livraisons de logements, s'explique par l'arrivée de familles avec enfants dans ces nouveaux logements.

Evolution du rapport de masculinité par groupes d'âge (1982-1999)



Le rapport de masculinité à la Goutte d'Or porte les marques de l'histoire du quartier. L'indice de masculinité diminue de façon sensible chez les 0 à 59 ans, tandis qu'il augmente encore chez les 60 ans et plus. On peut lire ici que la plupart des hommes seuls sont restés dans le quartier, même après le passage à la retraite, sans être "renouvelés". D'ailleurs, la proportion d'hommes dans la population du quartier diminue progressivement depuis 1982. Cette tendance montre un rééquilibrage progressif de la structure par sexe.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Le recensement de 1999

Voici les principaux résultats du dépouillement du recensement général de la population mené en 1999. Ces données statistiques sont recueillies par l'INSEE et nous sont fournies par notre partenaire, l'Atelier Parisien d'Urbanisme.

La notion de « ménage »

On appelle ménage l'ensemble des occupants d'un même logement (occupé comme résidence principale), quels que soient les liens qui les unissent. Il peut se réduire à une personne seule.

En 1999, comme lors de tous les recensements depuis 1968, le nombre de ménage est égal au nombre de résidences principales. Les personnes vivant dans des logements-foyers pour personnes âgées font partie de la population des ménages.

Le rapport de masculinité

Cet indice se calcule en divisant le nombre d'hommes par le nombre de femmes. Un résultat égal à 1 signifie qu'il y a autant d'hommes que de femmes sur le périmètre étudié. Un résultat supérieur à 1 signifie qu'il y a plus d'hommes que de femmes et inversement.

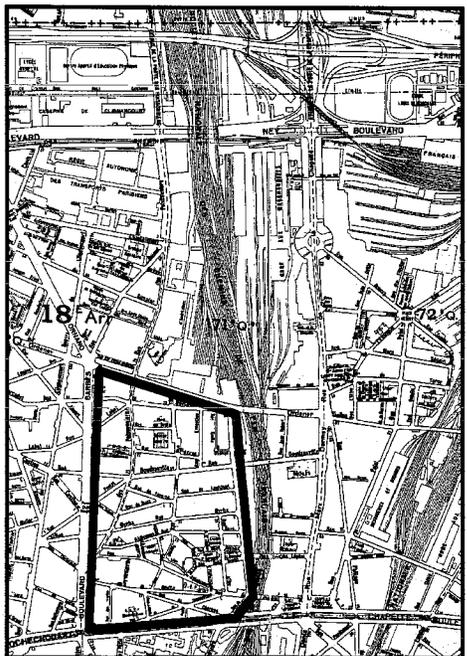
La taille moyenne des ménages

Il s'agit du nombre moyen de personnes qui vivent dans un même logement.

Les Chiffres clés en 1999

- 22 046 habitants
- 24,6% de moins de 20 ans
- 1,07 homme pour une femme
- 1,97 personne par ménage

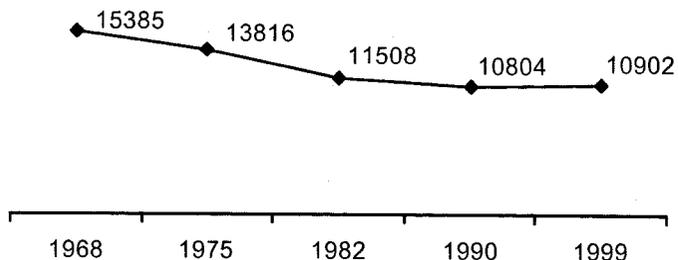
Le périmètre



La source

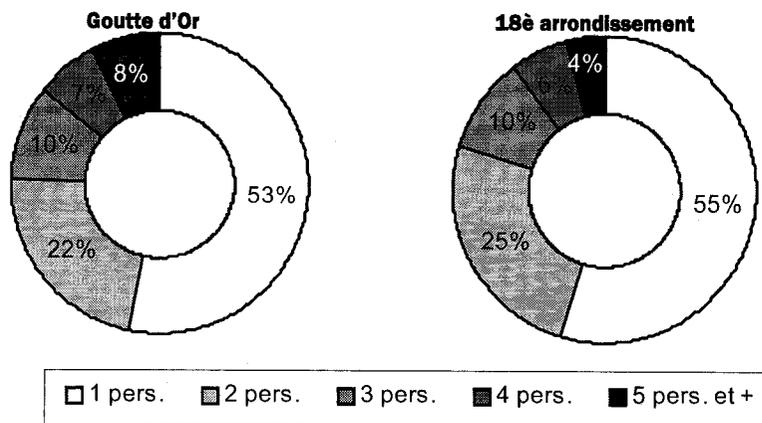
Chiffres de l'I.N.S.E.E., transmis par l'A.P.U.R., Recensement Général de la Population de 1999

Evolution du nombre de ménages à la Goutte d'Or (1968-1999)



Le nombre de ménages a connu une baisse sensiblement équivalente à celle de la population en proportion (voir page précédente). Notons toutefois que cette tendance s'est prolongée dans le temps puisque le nombre de ménages a très nettement baissé entre 1982 et 1990. Les résultats du recensement de 1999 montrent, là aussi, une certaine stabilisation dans la dernière décennie autour de 10 900 ménages à la Goutte d'Or.

La structure par taille des ménages en 1999



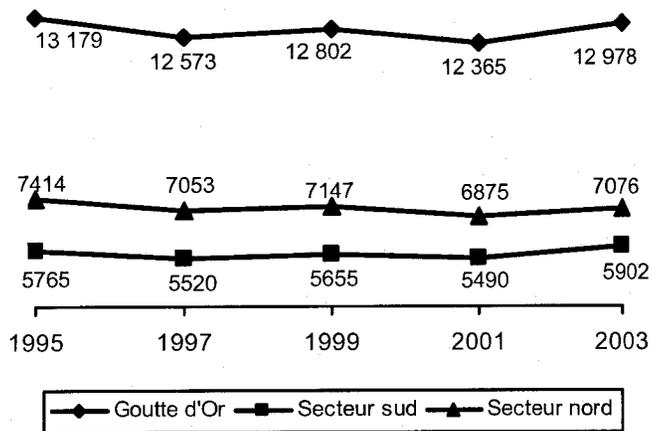
La taille moyenne des ménages du quartier de la Goutte d'Or est de 1,97 personne, ce qui est nettement supérieur à la moyenne parisienne (1,87 personne), et à celle du 18^e arrondissement (1,83 personne).

La taille moyenne relativement élevée des ménages du quartier de la Goutte d'Or s'explique essentiellement par une assez forte représentation des grands ménages (de cinq personnes ou plus). Néanmoins, les ménages composés d'une seule personne sont majoritaires comme dans le 18^e arrondissement. Cette caractéristique est directement liée à la présence de nombreux petits logements (voir thème logement).

Evolution de la taille moyenne des ménages (1982-1999)

	1982	1990	1999
Goutte d'Or	1,94	2,04	1,97
18 ^e arr ^t	1,89	1,88	1,83

Evolution du nombre de foyers fiscaux (1995-2003)

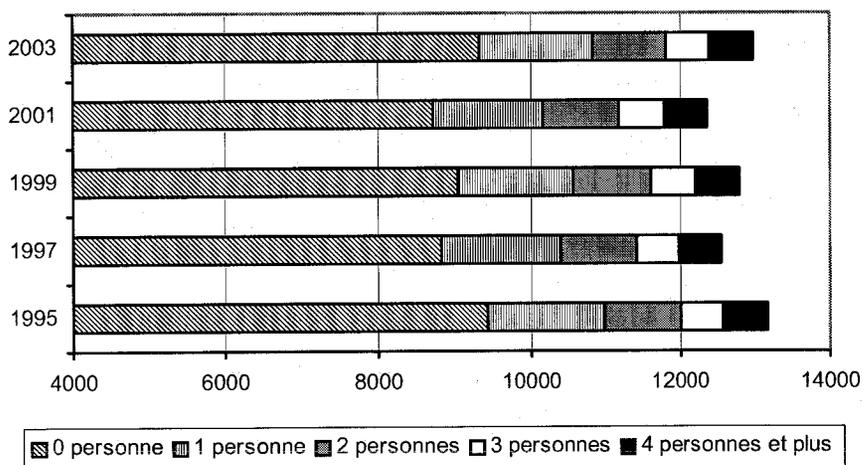


Foyers fiscaux 2001	12 365	+ 4,95 %
Foyers fiscaux 2003	12 978	

La courbe d'évolution du nombre de foyers fiscaux depuis 1995 est intéressante en ce qu'elle semble suivre les évolutions du bâti liées aux opérations de renouvellement urbain : première vague de démolition-reconstruction entre 1995 et 1999, deuxième vague entre 1999 et 2003.

Sur cette dernière période, c'est surtout le secteur nord qui a connu la plus importante évolution : + 250 ménages et l'ensemble du quartier a connu une augmentation de près de 5% du nombre de résidences principales.

Evolution de la composition des foyers fiscaux (1995-2003)



La répartition des foyers fiscaux selon le nombre de personnes à charge sur cette même période montre que les « petits foyers » (1 ou 2 personnes + 1 personne à charge) sont de plus en plus nombreux en même temps que la part des foyers de plus grande taille (1 ou 2 personnes + 3 personnes à charge et plus) le sont de moins en moins.

Ainsi, entre 2001 et 2003, les « petits foyers » connaissent une augmentation de +1,4%, tandis que les foyers de grande taille diminuent de 1%.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

La construction du chiffre

La taxe d'habitation s'applique aux résidences principales, secondaires, et aux boxes. Nous ne retenons ici que les données concernant les résidences principales afin d'évaluer le nombre de ménages.

Le nombre de personnes à charge selon le centre des impôts

Un « foyer fiscal » peut être composé d'un célibataire ou d'un couple (information non disponible) et d'un certain nombre de personnes à charge (information disponible). On ne peut donc pas calculer la population du quartier par cette méthode.

Attention au périmètre

En effet, le périmètre sur lequel travaille le centre des impôts est celui du 71ème quartier administratif (voir carte au dos). Les chiffres présentés ici ne peuvent donc être comparés stricto sensu à ceux du recensement de 1999 (périmètre Politique de la Ville).

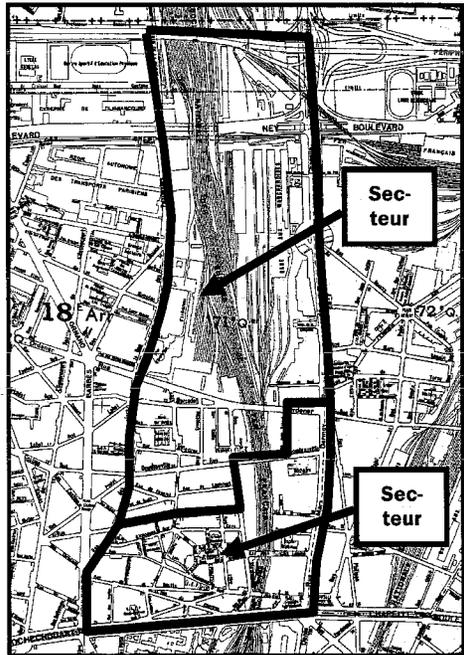
Les ménages selon la taxe d'habitation

POPULATION

Les Chiffres clés en 2003

- 12 978 ménages selon les fichiers de la taxe d'habitation
- Evolution 01-03 : +4,95%
- 9% de foyers fiscaux ont 3 personnes à charge ou plus

Les périmètres

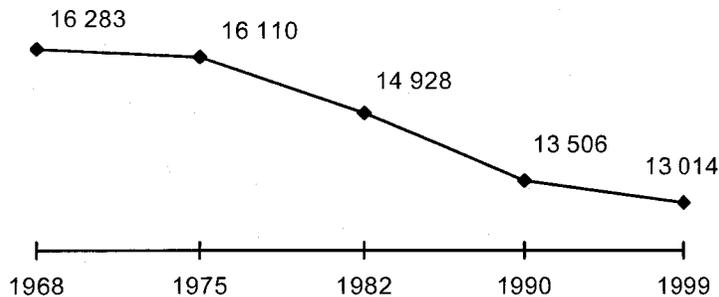


La source

Chiffres transmis par le centre des
impôts Goutte d'Or/ Chapelle

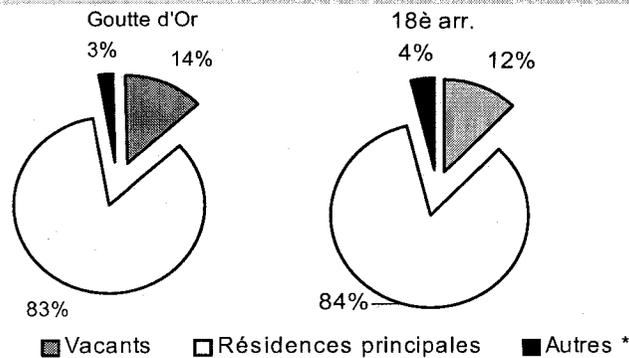
LOGEMENT

Evolution du nombre de logements à la Goutte d'Or (1968-1999)



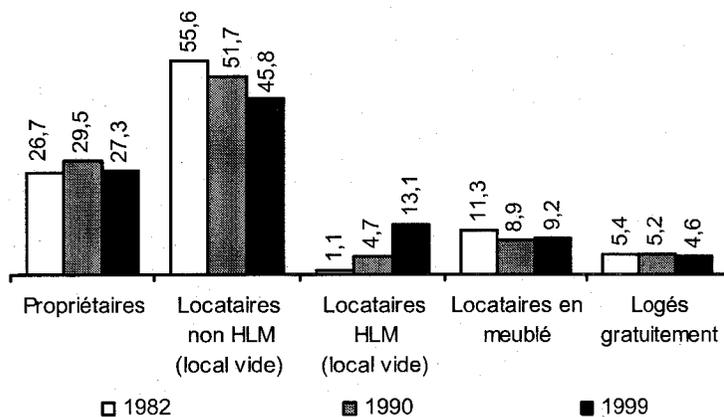
Le nombre de logements ne cesse de décroître depuis 1968, avec une accélération depuis 1975. Les logements démolis ne sont en effet pas tous remplacés en nombre : les logements détruits, de petite taille, ont été remplacés par des logements plus grands, mieux adaptés à l'accueil des familles. Par ailleurs, l'opération de rénovation urbaine a permis l'installation de nombreux équipements publics nécessitant d'importantes surfaces au sol qui accueilleraient auparavant des bâtiments d'habitation. Enfin, il faut noter qu'au moment du recensement, l'opération de démolition-reconstruction n'était pas achevée et un certain nombre de logements étaient encore en attente de livraison.

Affectation des logements en 1999



La répartition des logements par catégorie à la Goutte d'Or en 1999 est globalement la même que dans le 18ème. Notons toutefois une part plus importante de logements vacants (pouvant s'expliquer en partie par le nombre d'immeubles vidés de leurs habitants et en attente de démolition) et un pourcentage moindre de résidences secondaires et logements occasionnels.

Evolution du statut d'occupation des résidences principales (1982-1999)



Le nombre de propriétaires sur le quartier reste stable, autour de 3000, sur l'ensemble de la période observée. L'évolution se mesure sur chacun des autres items : entre 1982 et 1999, le nombre de locataires hors HLM diminue de 22%, il baisse de 23,2% pour les locataires en meublé et de 18% pour les autres types d'occupation (logé à titre gratuit, etc.), alors que celui de locataires en HLM augmente de 1054%. Ce chiffre s'explique d'une part par la construction massive de logements sociaux sur le quartier, mais aussi par une modification du mode de décompte de la part de l'INSEE entre les deux recensements.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Le recensement de 1999

Voici les principaux résultats du dépouillement du recensement général de la population mené en 1999. Ces données statistiques sont recueillies par l'INSEE et nous sont fournies par notre partenaire, l'Atelier Parisien d'Urbanisme.

La notion de « logement » :

Un « logement » est un local séparé et indépendant utilisé pour l'habitation. On distingue les logements occupés (résidences principales) et les logements inoccupés (occasionnels, secondaires, ou vacants).

La notion de « résidence principale » :

Logement ou pièce indépendante où le ménage demeure la plus grande partie de l'année. Une chambre louée par un étudiant sera sa résidence principale.

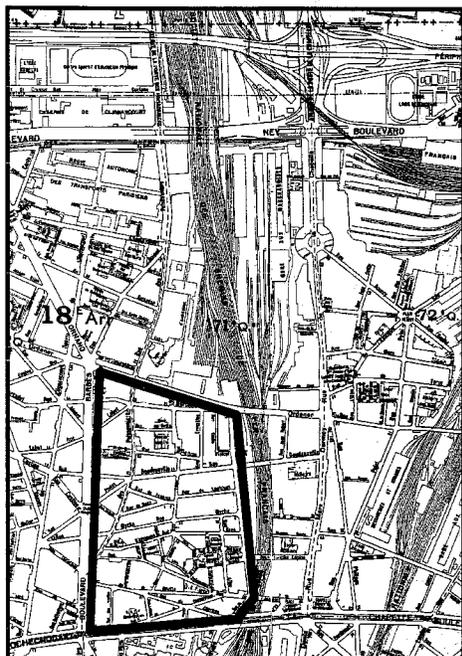
Le Logement à la Goutte d'Or

Les Chiffres clés en 1999

LOGEMENT

- **13 014 logements dont 10 902 résidences principales**
- **79,8% de logements confortables**

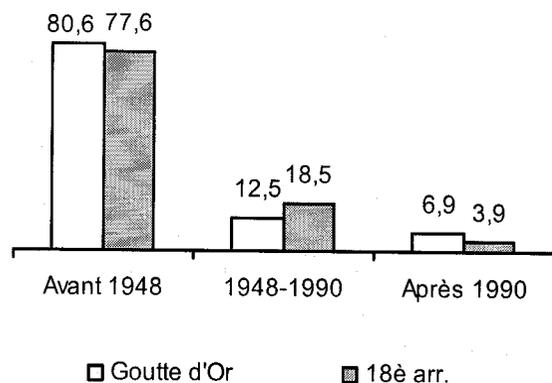
Le périmètre



La source

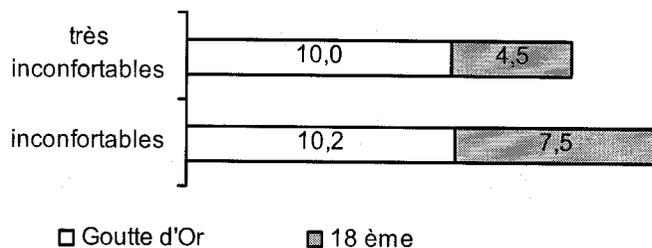
Chiffres de l'I.N.S.E.E., transmis par l'A.P.U.R. Recensement Général de la Population de 1999

Epoque de construction des logements recensés en 1999



En valeur absolue, le quartier a "perdu" 492 logements entre 1990 et 1999, mais les logements récents représentent 7% du parc (904 logements construits depuis 1990, essentiellement dans la partie sud du quartier). Une perte quantitative, certes, mais un gain qualitatif. Comme il faut le remarquer en effet, le confort des logements a connu une nette amélioration. La proportion de logements ne disposant ni de WC, ni d'installation sanitaire a baissé de moitié en même temps que celle des logements équipés de WC privés mais pas d'installation sanitaire. Aujourd'hui, près de 80% des résidences occupées dans le quartier sont « confortables » (présence de WC, de sanitaires etc.), contre 69% en 1990. Le dernier recensement révèle ainsi les conséquences des différentes opérations de rénovation et d'amélioration de l'habitat qui se succèdent depuis le milieu des années 80 à la Goutte d'Or. Notons toutefois que le taux d'inconfort reste élevé puisqu'il concerne 20,2% des logements contre 12% dans l'arrondissement.

Le confort des résidences principales en 1999

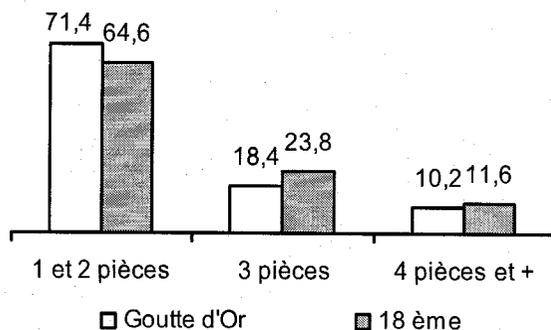


Evolution du nombre de résidences principales sans confort (1982-1999) :

La Goutte d'Or : -64.9 %

18ème : -67.3%

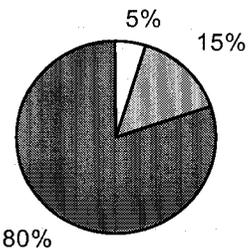
La taille des résidences principales en 1999



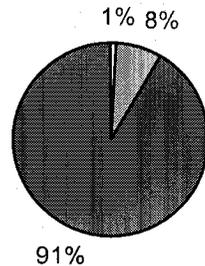
Le parc de logement de la Goutte d'Or, comme celui de l'arrondissement, comprend une part très importante de petits logements. Les grands logements de 5 pièces ou plus sont rares. Le nombre moyen de pièces par logement est de 2,1 contre 2,3 dans l'arrondissement.

La part des hôtels meublés et des logements de la Goutte d'Or à Paris et dans le 18ème

Hôtels meublés :



Logements* :



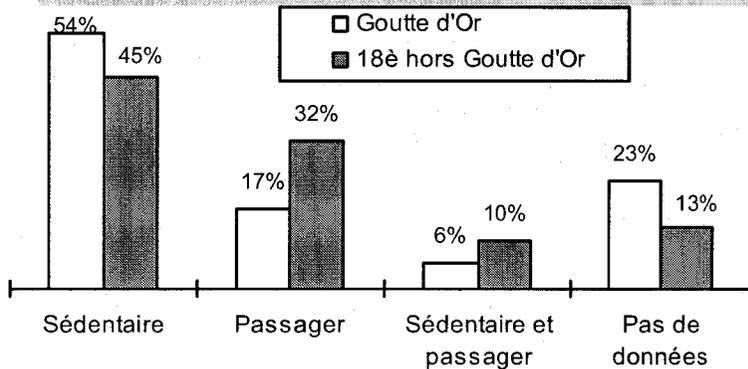
□ Goutte d'Or ■ 18ème hors GO ■ Paris hors 18ème

* Recensement général de la population de 1999

Le 18ème arrondissement est de loin l'arrondissement qui présente le plus d'hôtels meublés à Paris (133 dans le 18ème pour 665 à Paris). Avec 35 hôtels meublés, le seul quartier de la Goutte d'Or en compte plus que quatorze arrondissements réunis et totalise un quart des hôtels situés dans le 18ème.

En comparaison, la Goutte d'Or compte 5% des hôtels meublés de la capitale alors que le quartier ne totalise que 1% des logements de parisiens.

Le type d'occupation des hôtels meublés de la Goutte d'Or, comparaison 18ème



L'occupation de type "sédentaire" (chambres louées au mois) est très importante sur l'arrondissement et largement majoritaire sur le quartier puisque seulement 17% des hôtels proposent une tarification à la journée ("passager").

Cette information ayant pu être produite par le relevé des tarifications apposées sur les établissements, l'absence de données indique que plus de 20% des hôtels meublés n'affichent pas leurs tarifs.

Les tarifs dans les hôtels meublés de la Goutte d'Or, comparaison 18ème

	Goutte d'Or		
	Prix Mini	Prix Maxi	Prix Moyen
Tarifs au mois *	91 euros (600 fr)	915 euros (6000 fr)	387 euros (2541 fr)
Tarifs à la journée *	12 euros	23 euros	16 euros
	18ème hors Goutte d'Or		
	Prix Mini	Prix Maxi	Prix Moyen
Tarifs au mois *	122 euros (800 fr)	686 euros (4500 fr)	341 euros (2237 fr)
Tarifs à la journée *	10 euros	41 euros	22 euros

Sur l'ensemble des situations observées dans le 18ème, c'est à la Goutte d'Or que l'on trouve les écarts de prix les plus grands pour les chambres louées au mois. Le quartier propose en effet à la fois les chambres les moins chères et à la fois les tarifs les plus élevés. La présence d'un hôtel meublé pratiquant des tarifs exceptionnellement élevés dans le quartier de la Goutte d'Or explique la différence entre les prix moyens pratiqués dans le quartier et ceux relevés dans le reste de l'arrondissement pour les locations mensuelles.

tarifs pour une chambre simple

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Hôtels Meublés : Définition

Les hôtels meublés sont un des principaux indicateurs du parc social de fait. Ce sont des hôtels occupés par une population sédentaire. Il s'agit d'une appellation de langage commun sans réel support juridique, qui renvoie à une notion de durée et de proportion. Mais, à partir de combien de temps un client est-il sédentaire et quelle proportion de clients sédentaires fait d'un hôtel un meublé ? Comment dès lors distinguer les hôtels meublés des hôtels de tourisme ?

La méthodologie d'enquête

- Cette absence de seuil a conduit les enquêteurs de l'A.P.U.R. à maintenir les établissements accueillant une majorité de touristes et de passagers dans la liste des hôtels meublés, sauf s'ils affichaient un panneau du ministère du tourisme.

- A partir de listes d'hôtels meublés d'origine administrative datant de 1989, 1993 et 1999 et totalisant 1118 adresses à Paris, l'A.P.U.R. a mené au cours de l'été 2000 une enquête systématique de terrain qui lui a permis de dresser une liste d'hôtels meublés en activité et une liste d'anciens hôtels meublés.

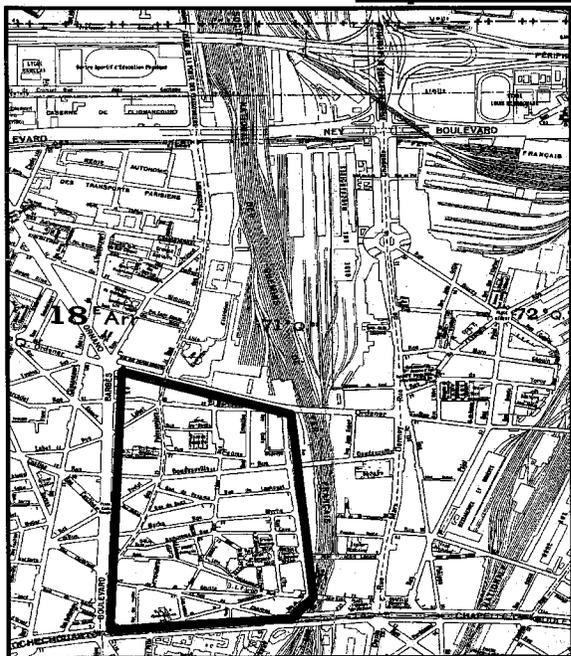
Les Hôtels Meublés à la Goutte d'Or

Les Chiffres clés (été 2000)

LOGEMENT

- 35 hôtels meublés en activité dénombrés en juin-juillet 2000
- 5% des hôtels meublés parisiens sont situés à la Goutte d'Or
- Une chambre simple se loue en moyenne 387 euros

Le périmètre



La source

Chiffres issus de l'enquête A.P.U.R.,
été 2000

O.P.A.H. Goutte d'Or 1987-1993 : principaux éléments de bilan

Périmètre OPAH	470 immeubles
Nombre d'immeubles concernés par une intervention	294
Nombre de logements concernés par des travaux communs	5756
Nombre de logements concernés par des travaux privatifs	488
Montant des travaux générés	48.78 millions euros
Montant des subventions accordées	14.18 millions euros

Habituellement d'une durée de 3 ans, l'OPAH Goutte d'Or a d'emblée bénéficié de mesures dérogatoires qui l'ont amenée à s'étaler sur six puis sept années : initialement prévue sur la période 1986-1992, elle s'est finalement terminée en 1993, même si l'ensemble des travaux réalisés dans le cadre de cette opération s'est achevé en 1998.

Sur le périmètre, plus de 50% des immeubles ont bénéficié de l'opération pour des travaux sur les parties communes et/ou en partie privative. 7 immeubles ont connu une réhabilitation complète : remise en état générale des parties communes et mises aux normes des 145 logements qu'ils totalisent. On peut citer l'exemple du 49, rue de la Goutte d'Or.

Au total, 48.78 millions d'euros ont été investis par les propriétaires ou locataires du quartier pour l'amélioration de l'habitat. Les organismes publics financeurs (cf. ci-contre) ont soutenu ces initiatives à hauteur de 29%.

O.P.A.H. Château-Rouge 1995-1997 : principaux éléments de bilan

Périmètre OPAH	400 immeubles (8300 logements)
Nombre d'immeubles concernés par une intervention	146
Nombre de logements concernés par des travaux communs	3690
Nombre de logements concernés par des travaux privatifs	60
Montant des travaux générés	8.99 millions euros
Montant des subventions accordées	1.78 millions euros

L'O.P.A.H. Château-Rouge a eu une ampleur nettement plus modeste que l'opération Goutte d'Or. A cela, plusieurs explications possibles :

- Une part importante de son périmètre chevauche celui de l'O.P.A.H. Goutte d'Or et un certain nombre d'immeubles étaient ainsi déjà engagés dans des réhabilitations ;
- Des immeubles globalement mieux entretenus sur la partie Nord du périmètre.

3 immeubles totalisant 41 logements ont fait l'objet d'une réhabilitation complète au cours de cette opération.

Les subventions publiques n'ont représenté « que » 20% du montant global des travaux engagés, du fait d'une plus grande solvabilité des propriétaires ou locataires.

A l'issue de cette opération, 28 immeubles ont été repérés pour leur état de dégradation avancée, mais cependant considérée comme réparable. Il a ainsi été décidé pour ceux-ci de mettre en place un dispositif renforcé d'incitation à la réhabilitation dit « OPAH ciblée ».

**CHIFFRES,
MODE D'EMPLOI****O.P.A.H.**

Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat est une procédure incitative qui permet aux propriétaires privés de bénéficier, sous conditions de ressources, d'aides financières pour engager des travaux dans les immeubles. Ces travaux peuvent être réalisés dans les parties communes (cages d'escalier, cours, caves, etc.) ou dans des parties privatives, c'est-à-dire à l'intérieur des appartements.

La mise en place d'une O.P.A.H.

L'initiative et le suivi d'une O.P.A.H. revient à la commune. L'O.P.A.H. bénéficie de subventions pour les études préalables, son animation et les travaux qui en découlent. Les principaux financeurs sont l'Etat et l'A.N.A.H. (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat). Ont également participé au financement des opérations sur le quartier le Conseil Régional d'Ile de France, la Ville de Paris, la Préfecture de Paris et des Caisses de Retraite.

L'animation et le suivi des O.P.A.H. à la Goutte d'Or

Pour les trois O.P.A.H. qui se sont déroulées à la Goutte d'Or, la Ville de Paris a délégué compétence au Pacte de Paris, association spécialisée, pour l'animation de l'opération : accompagnement des habitants concernés par des travaux, suivi administratif et technique des dossiers et de l'opération en général.

Les logements améliorés

dans le cadre des

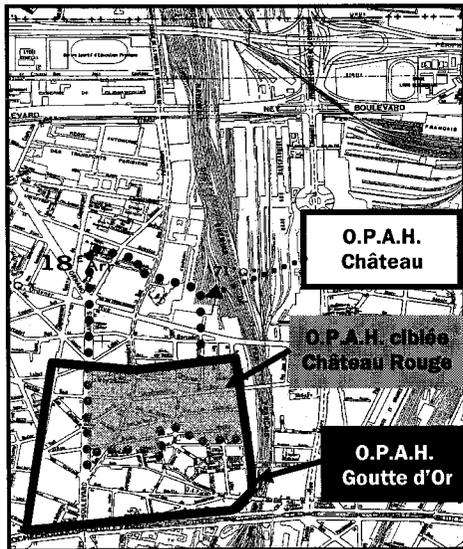
O.P.A.H.

Les Chiffres clés

- **600 logements** concernés par des travaux privatifs dans le cadre des l'O.P.A.H.
- **63.42 millions d'euros** de travaux
- **19.51 millions d'euros** de subventions publiques accordées aux propriétaires

LOGEMENT

Les périmètres



La source

Chiffres du Pacte de Paris issus des documents « bilans d'OPAH »

O.P.A.H. « ciblée » Château-Rouge 1998-2001 : principaux éléments de bilan

Périmètre OPAH	28 immeubles ciblés 13 immeubles concernés
Nombre de logements concernés	575
Nombre de logements concernés par des travaux communs	436
Nombre de logements concernés par des travaux privatifs	52
Montant des travaux décidés	5,7 M€ (37,3 MF)
Montant des subventions accordées	1.8 M€

Parmi les trois O.P.A.H. qui se sont succédées, l'O.P.A.H. ciblée est celle qui a mobilisé en proportion le plus de moyens publics en même temps qu'elle a généré les montants de travaux les plus importants.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

O.P.A.H. ciblée

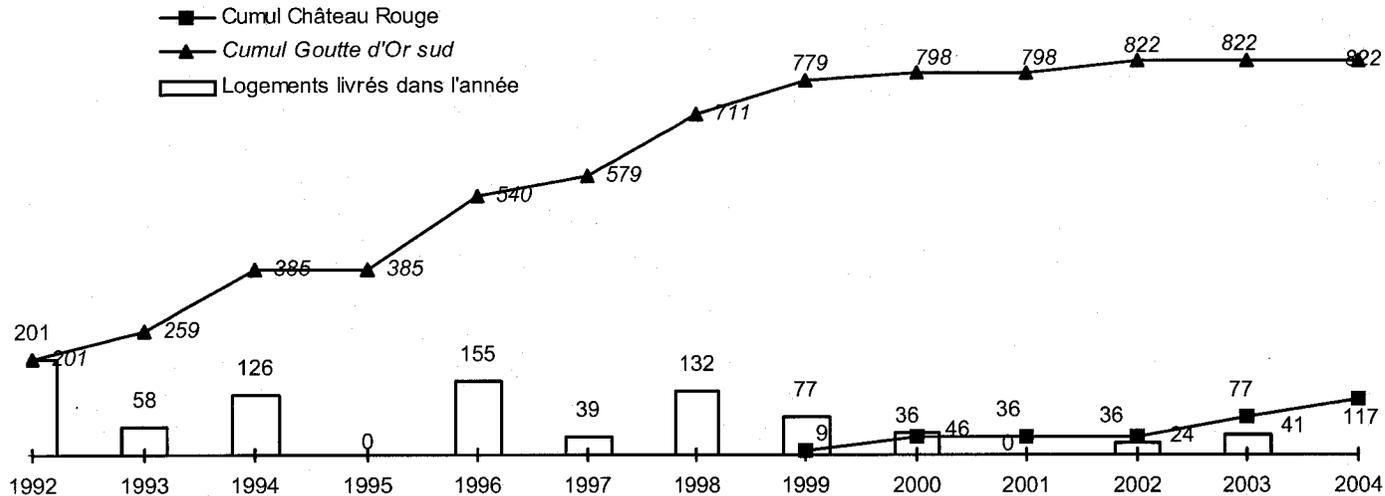
Au-delà des objectifs liés à la réhabilitation et à l'amélioration du confort du parc immobilier privé, cette opération comportait les objectifs suivants

- redresser les copropriétés en difficultés
- lutter contre le saturnisme ;
- développer l'offre de logements à loyer modéré ;
- remédier aux situations d'insalubrité.

Des moyens exceptionnels:

Les financeurs ont sur cette opération revu à la hausse leurs taux de participation aux travaux (jusqu'à 60% pour l'ANAH par exemple), la Ville de Paris ainsi que la Préfecture ont mis en place des dispositifs d'aide particuliers, et des subventions spécifiques pour la lutte contre le saturnisme ont pu être mobilisées.

Les logements neufs sur les périmètres de rénovation, évolution et cumul (1992-2004)



L'opération de rénovation du quartier sud a conduit à la démolition d'environ 1500 logements et de près de 500 chambres. A terme, ce projet prévoit la construction de 875 logements et d'une dizaine d'équipements publics. Au 31 décembre 2003, tous les équipements publics (sauf l'espace musical Fleury) ont été livrés. Depuis 2001, le rythme de livraison au sud est ralenti : l'opération touche à sa fin et les dernières livrai-

sons prévues font ou ont fait l'objet de procédures très complexes.

Depuis 2002, l'opération Château Rouge a pris un nouvel élan : 117 logements livrés au 31 octobre 2004 représentant près de 7392 m² de surface utile.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Les opérations de rénovation

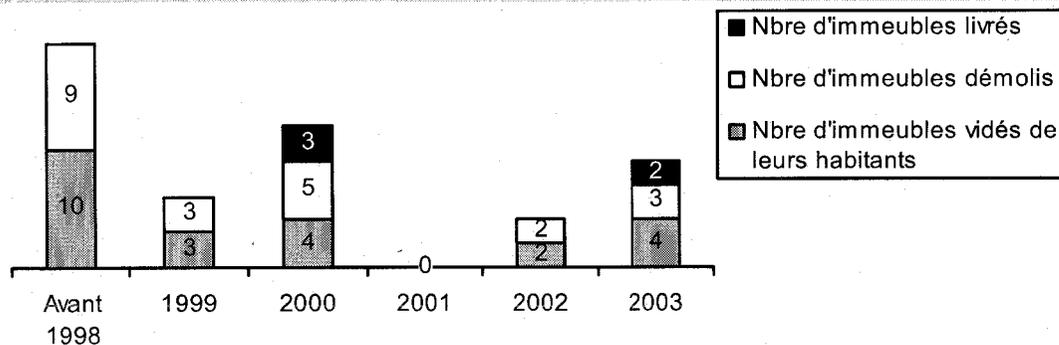
Les opérations de rénovation entreprises sur le quartier ont notamment pour but de résorber l'habitat insalubre par la réalisation de réhabilitations d'immeubles ou de démolitions-reconstructions. A ce jour, tous les nouveaux logements construits sont des logements sociaux gérés par l'OPAC.

L'opération **Goutte d'Or sud**, commencée en 1984, s'est terminée en 2004.

L'opération **Château-Rouge**, commencée en février 1998, s'inscrit dans un programme d'aménagement du secteur commencé en 1993. L'année 2002 a été une année clé pour cette opération puisque les objectifs initiaux de l'intervention publique ont été redéfinis à la hausse. En effet, à l'issue des OPAH, un grand nombre d'immeubles n'ayant pu sortir de l'insalubrité ont intégré le dispositif de déclaration d'utilité publique initié par la Ville. Aujourd'hui, ce sont près de 60 immeubles concernés et 300 nouveaux logements, 3250 m² de surface à livrer, prévus à l'horizon 2007, mais aussi la diversification des activités économiques et le réaménagement des espaces publics. L'arrêté de DUP du 21 mai 2003 concerne 14 immeubles et le réaménagement des espaces publics.

La SEMAVIP a en charge la coordination de cette opération et confie à un opérateur l'action sur le bâti (démolition - reconstruction).

L'avancée de l'opération Château-Rouge



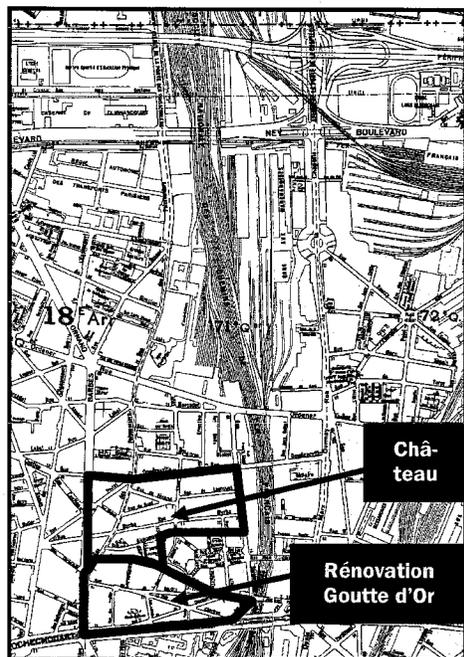
Les logements neufs sur les périmètres de rénovation

Les Chiffres clés
au 26 octobre 2004

LOGEMENT

- 117 logements livrés dans le cadre de l'opération « Château-Rouge »
- 939 logements livrés depuis le début des opérations

Les périmètres



La source

Chiffres transmis par l'OPAC de Paris et la SEMAVIP.

**CHIFFRES,
MODE D'EMPLOI
(suite)**

L'opération de Rénovation Emile Duployé (d'après le dossier ANRU)

Ce secteur situé dans le Nord Est du quartier de la « Goutte d'Or », est délimité par les rues Marcadet au Nord, Stephenson à l'est, Doudeauville au sud et Ernestine. Il couvre un périmètre de 6500 m².

Dans les années 1990, la Municipalité a décidé d'entreprendre une intervention dans la continuité de celles déjà lancées sur Goutte d'Or et Château Rouge.

En 1998, le projet d'aménagement urbain prévoit la création de 145 logements, dont 122 logements neufs, avec un parc de stationnement et une école polyvalente de 10 classes. En 2001, le programme a été agrémenté d'une halte garderie de 20 places.

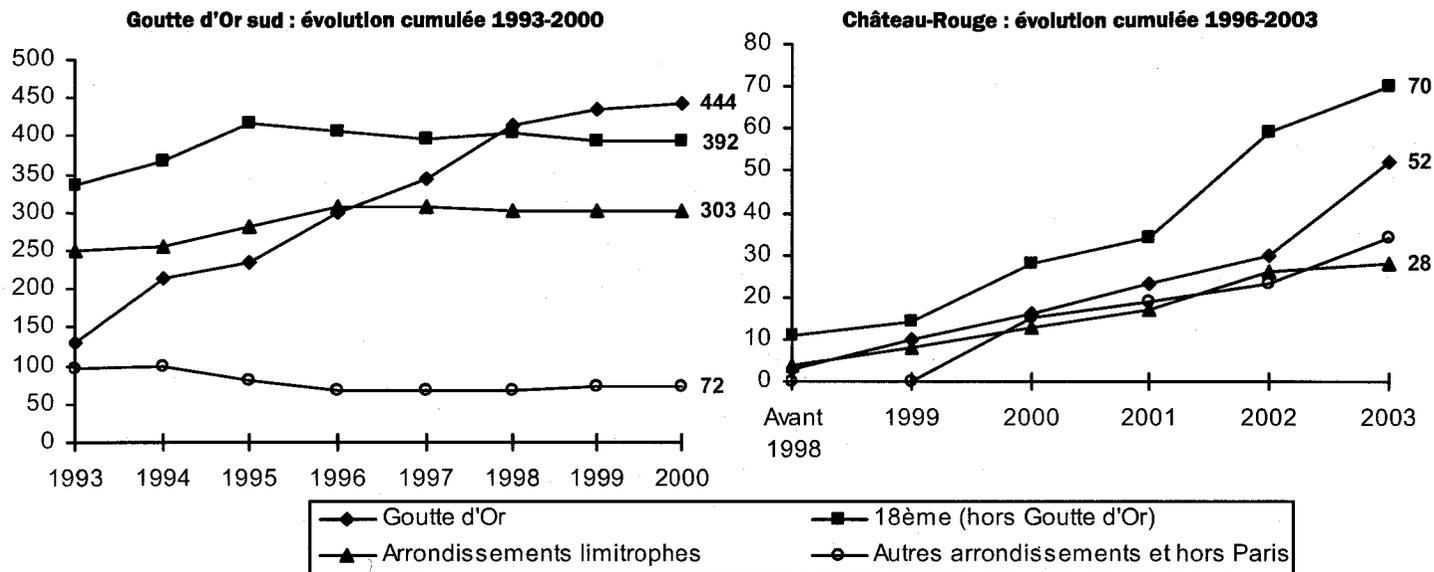
En 2000, le secteur d'aménagement est entré dans sa phase opérationnelle depuis 2000. En 2003, deux opérations de logements ont été livrées et l'école devrait être livrée en 2005. L'aménagement du secteur devrait s'achever en 2008., avec la création de 76 logements.

Le projet d'aménagement est piloté en Régie par la Direction de l'Urbanisme de la Ville qui a confié la maîtrise d'ouvrage des opérations de logements à l'OPAC.

Quelques données chiffrées sur Emile Duployé

- 8 logements neufs livrés en 2002
- 6 réhabilitations réalisées en 2003
- montant des travaux de l'école 5 680 000 euros

Le nombre de relogements selon le lieu

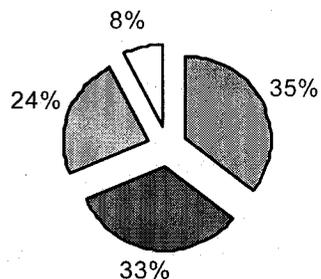


Depuis 2000, toutes les familles concernées par l'opération de rénovation du secteur sud ont été relogées (941 familles). Les logements livrés sur ce secteur sont majoritairement attribués à des habitants de l'arrondissement (contingent mairie du 18ème).

En même temps que les opérations sur Château-Rouge connaissent un nouveau souffle (voir pages précédentes), le rythme des relogements se maintient : 45 familles ont été relogées en 2003 dans le cadre de cette opération (11 sur le périmètre sud, 11 sur le périmètre Château-Rouge, 11 dans l'arrondissement hors Goutte d'Or et 13 à Paris hors 18ème).

Répartition géographique des relogements au 31/12/2003

Goutte d'Or sud et Château-Rouge



- Goutte d'Or
- 18ème (hors Goutte d'Or)
- Arrondissements limitrophes
- Autres arrondissements et hors Paris

Au 31 décembre 2003, 1395 familles ont été relogées dans le cadre des opérations de rénovation du quartier. 496 (soit 35%) d'entre elles ont été relogées sur place, 462 (33%) l'ont été dans le 18ème et 331 (24%) dans un arrondissement limitrophe (10ème, 17ème ou 19ème), 8 % des ménages "évincés" ont été relogés dans le reste de Paris ou ailleurs.

Sur les 184 familles évincées dans le cadre de l'opération Château Rouge, seulement 28% ont été relogées à la Goutte d'Or contre 37% pour l'opération sud. En effet, il semblerait que les familles souhaitent plus volontiers partir du quartier dans cette opération.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Rappel historique

Les habitants, accompagnés des associations du quartier, se sont fortement mobilisés au début de l'opération Goutte d'Or sud en revendiquant notamment d'une part d'être consultés sur le lieu de leur relogement et d'autre part, d'être prioritaires pour les attributions des nouveaux logements ("droit au retour"). Le relogement sur place a été un des enjeux forts de cette opération de rénovation, et le principe, adopté, a été reconduit pour l'opération Château-Rouge.

Les relogements

Une partie des relogements a été réalisée dans le cadre de péril (logements interdits à l'habitation pour cause de dangerosité). Cette situation concerne 189 logements pour l'opération Goutte d'Or sud.

Les familles relogées dans le cadre des opérations de rénovation

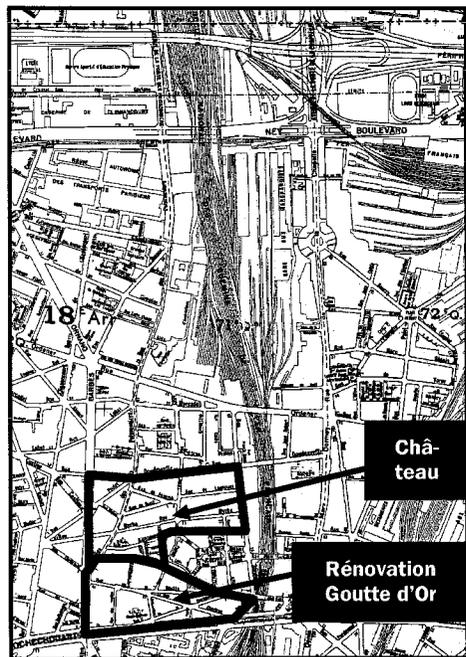
Les Chiffres clés en 2003

LOGEMENT

1395 relogements depuis le début des opérations dont :

- 496 (35%) à la Goutte d'Or
- 462 (33%) dans le reste de l'arrondissement

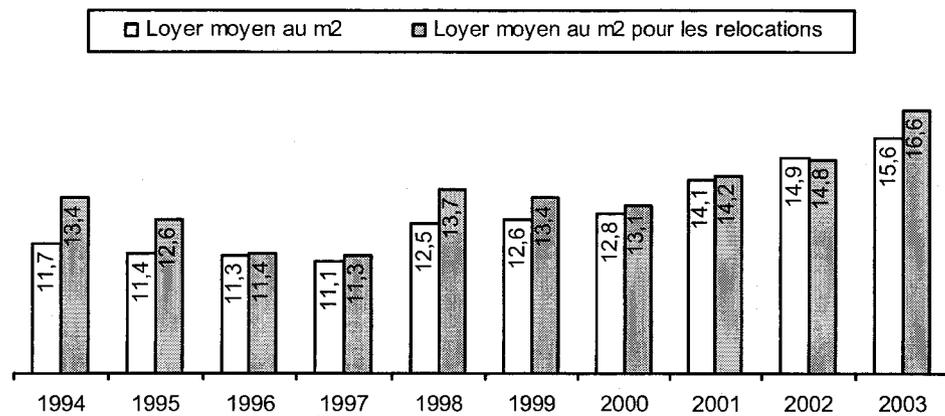
Les périmètres



La source

Chiffres transmis par l'OPAC de Paris et la SEMAVIP.

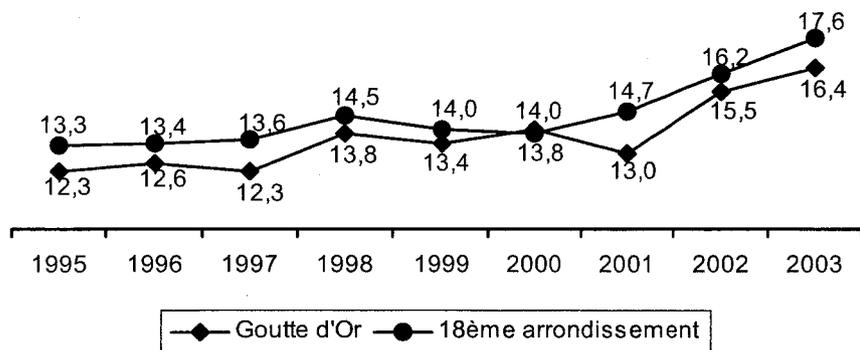
Evolution de la côte des logements à la Goutte d'Or (1994-2003)



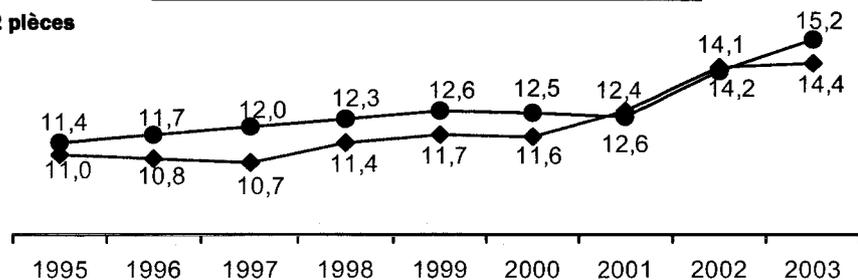
Malgré la prudence imposée par la méthode de construction du chiffre (cf. ci-contre), on peut observer que le loyer moyen au m² à la Goutte d'Or a connu une augmentation de plus de 20% en 4 ans. Alors que l'écart de prix avec les relocations n'a cessé de se réduire entre 1998 et 2002, il s'est de nouveau creusé en 2003 : un nouveau locataire loue son appartement 1 euro au mètre carré de plus en moyenne qu'un locataire installé depuis plus de deux ans.

Evolution du loyer moyen à la Goutte d'Or et dans le 18ème (1995-2003)

Studios



2 pièces



On peut constater que sur l'ensemble de la période observée, le loyer moyen à la Goutte d'Or suit de près celui de l'arrondissement aussi bien pour les studios que pour les deux pièces. Entre 2002 et 2003, le rythme de progression des loyers moyens a toutefois été moindre à la Goutte d'Or que dans le reste de l'arrondissement.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

La méthode de l'OLAP

L'Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne (OLAP) actualise en permanence une base de données sur les loyers à Paris, à partir d'un relevé aléatoire sur des immeubles du parc privé de toutes catégories (hors HLM, loi 1948 ou prêts spéciaux du Crédit Foncier de France).

Afin de mieux mesurer la côte actuelle des logements, on distingue les logements loués depuis moins de 2 ans (relocations).

Attention

Les échantillons qui nous sont fournis à l'échelle de l'arrondissement et du quartier ne sont pas les mêmes chaque année.

A titre d'exemple, le prix moyen à la relocation sur le quartier a été calculé à partir d'un échantillon qui a varié selon les années de 17 à 77 depuis 1999.

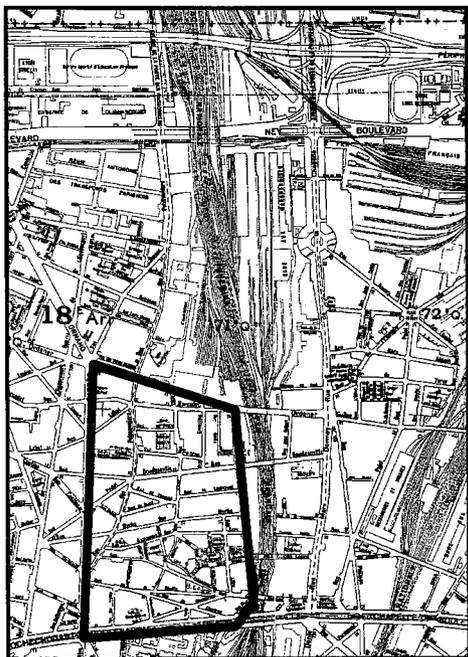
Le loyer moyen au m² des petits logements dans le parc privé

Les Chiffres clés en 2003

LOGEMENT

- Loyer moyen au m² hors charges : **15,5 €**
- De **9,6 € à 20,5 €** par mois le m² à la Goutte d'Or

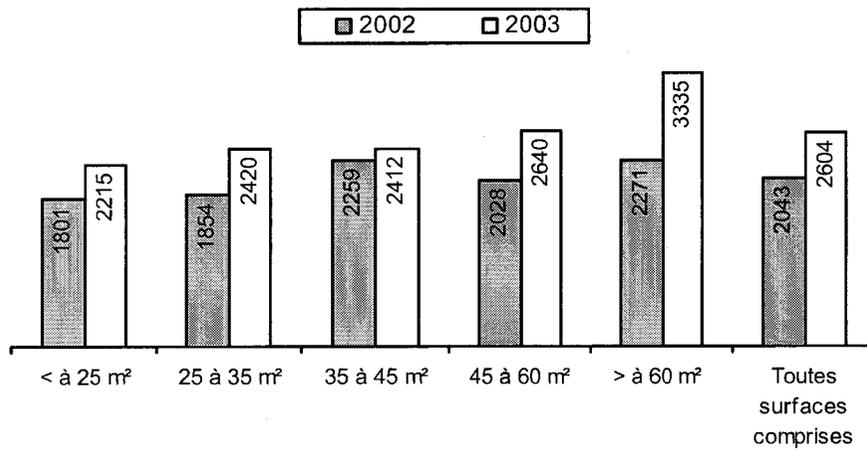
Le périmètre



La source

Chiffres transmis par l'OLAP

Le prix moyen du m² : comparaison 2002-2003



Le prix moyen au m² des ventes réalisées par l'agence Superficies a connu une progression de +27% entre 2002 et 2003. La chambre des notaires de Paris a par ailleurs rendu publics les chiffres de 2003 en notant que la « palme » de la plus forte augmentation à Paris revient au quartier de la Goutte d'Or (périmètre administratif) : +22,5%. (L'écart entre les moyennes calculées à partir des ventes de notre agence de référence et les chiffres de la chambre des notaires s'explique sans doute par les limites de notre mode de recueil (cf. ci-contre).

Toutefois, le prix moyen au m² reste nettement inférieur à celui de l'arrondissement (3213€) et à celui de Paris (3989€)

- Source : Chambre des Notaires de Paris -

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

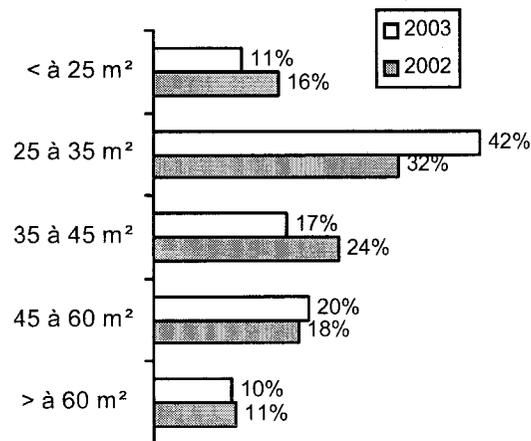
Pertinence du chiffre

L'agence "Superficies" est très bien implantée dans le quartier de la Goutte d'Or et réalise la plupart des ventes transitant par agence. Ses activités peuvent ainsi être considérées comme représentatives du marché de l'immobilier dans le quartier. Attention toutefois : les chiffres présentés ici ne tiennent compte ni des ventes effectuées entre particuliers, ni des ventes réalisées par d'autres agences.

Les biais

Les chiffres de l'année 2002 sont calculés à partir des ventes réalisées entre le 1er janvier et le 30 juin. Les moyennes ne sont calculées que sur les ventes réalisées au cours de cette période.

Répartition des ventes selon la surface du bien : comparaison 2002-2003



On peut constater qu'en volume, les ventes de petits appartements (moins de 35 m²) sont les plus importantes : elles totalisent 53% de l'ensemble des ventes. Il faut y lire une tendance générale du marché de l'immobilier à Paris selon laquelle le turnover des petites surfaces est le plus important : logements plus nombreux et modicité des prix en absolu.

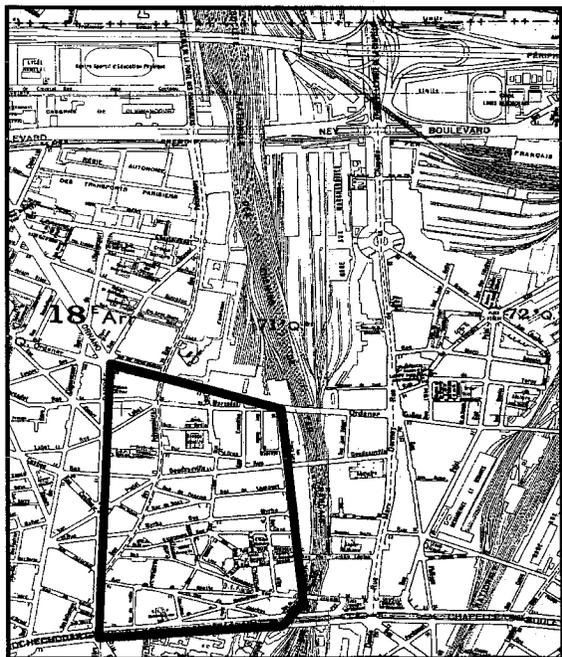
Les ventes dans le parc privé

Les Chiffres clés en 2003

LOGEMENT

- Prix moyen du m² à la vente :
2604 € (Superficies)
- 53% des ventes concernent des
logements de moins de 35 m²

Le périmètre

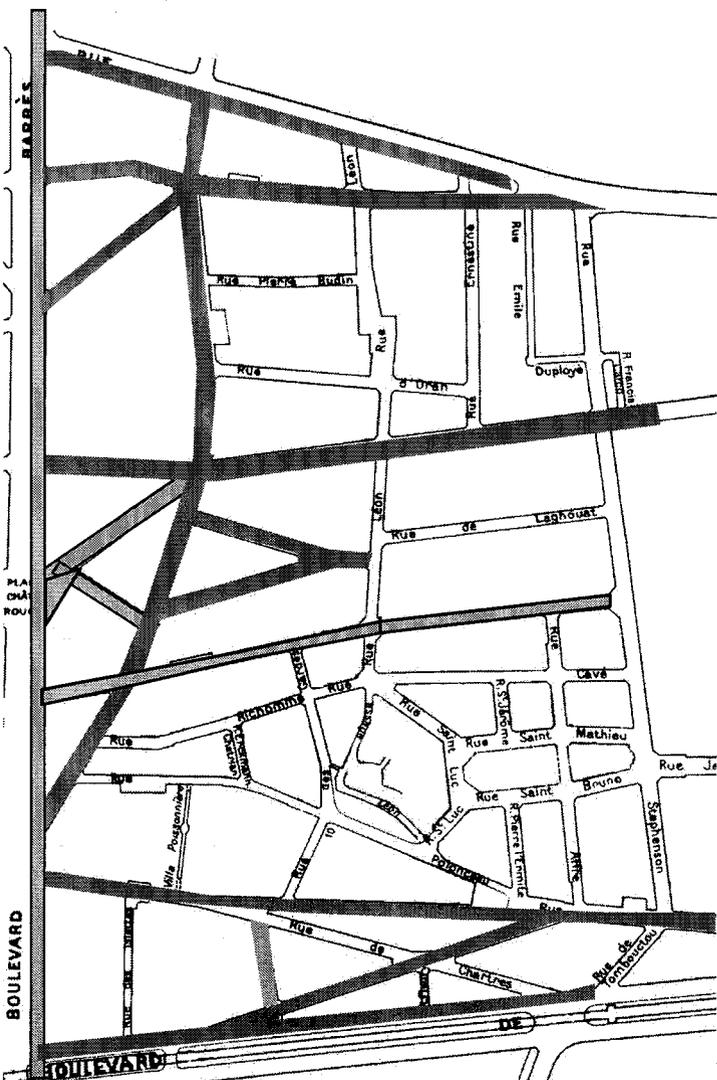


Les sources

Agence immobilière « Superficies » et
Chambre des Notaires de Paris via la
presse

ACTIVITÉ, EMPLOI

Les voies commerciales à la Goutte d'Or en 1999



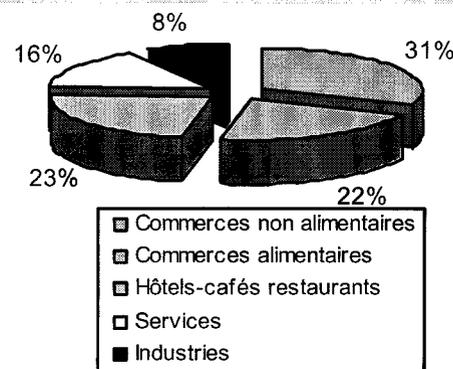
Moins de 5 commerces pour 100m de trottoir

Entre 5 et 10 commerces pour 100m de trottoir

Plus de 10 commerces pour 100m de trottoir

La carte ci-contre permet de constater que l'activité commerciale se concentre sur les axes transversaux est-ouest et nord-sud du quartier (sauf ponctuellement autour du marché Dejean). Les commerces de la Goutte d'Or attirant de nombreux clients venant de l'extérieur, on peut comprendre qu'ils soient installés le long des voies les plus accessibles.

Répartition des commerces et activités par type en 1999



Les activités de commerce sont majoritaires sur le quartier de la Goutte d'Or puisqu'elles occupent 53% des locaux d'activités. Aucune donnée chiffrée ne nous est disponible pour comparer ces répartitions à un autre territoire géographique, mais nous pouvons remarquer l'importance des activités liées à l'hôtellerie et à la restauration qui représentent une part presque équivalente à celle des commerces alimentaires.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Cette fiche a pu être réalisée à partir de la confrontation de deux études :

1. Une **première étude**, coordonnée par l'association Salle Saint Bruno et menée conjointement avec l'A.P.U.R. en 1994, qui a consisté en un relevé systématique des commerces et activités économiques à chaque adresse de la Goutte d'Or. Cette étude s'est basée sur le fichier SIRENE (Système Informatisé du Répertoire National des ENTREPRISES et Etablissements) de 1992.
2. En 1999, l'A.P.U.R. a mené une enquête de terrain sur l'ensemble des commerces parisiens. Pour chaque commerce, les enquêteurs ont relevé son adresse et la nature de son activité, à partir de la nomenclature des activités françaises (NAF). La base de données ainsi constituée a ensuite été dépouillée par nos soins afin de mettre en avant la répartition des commerces selon leur activité.

Les biais :

Divergentes dans la méthode et dans les choix de catégorisation, la confrontation de ces deux études ne peut prétendre révéler la réalité du terrain. Ce travail de mise en parallèle permet de donner une simple idée de l'évolution de l'activité commerciale à la Goutte d'Or.

L'activité économique et commerciale

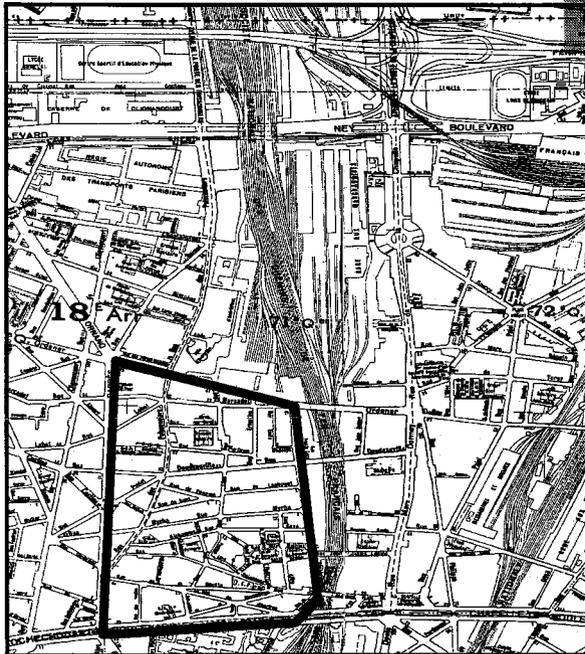
Les Chiffres clés en 1999

867 locaux commerciaux recensés sur le quartier dont :

- **22%** de commerces alimentaires
- **23%** d'hôtels restaurants
- **31%** de commerces non alimentaires

ACTIVITÉ/EMPLOI

Le périmètre



La source

Chiffres issus des enquêtes S.S.B.-A.P.UR. de 1994 et A.P.UR. de 1999

	1994		1999		Variations 94-99
Les commerces	508	50,50%	418	53,05%	-17,72%
Commerces non alimentaires	348	34,59%	242	30,71%	-30,46%
dont commerces de vêtements et tissus	183	18,19%	109	13,83%	-40,44%
dont bazars	41	4,08%	12	1,52%	-70,73%
dont commerces de gros	23	2,29%	10	1,27%	-56,52%
Commerces alimentaires	160	15,90%	176	22,34%	10,00%
dont alimentation générale	61	6,06%	83	10,53%	36,07%
dont boucherie-charcuterie	34	3,38%	32	4,06%	-5,88%
dont commerces de gros	20	1,99%	13	1,65%	-35,00%
Les hôtels-café restaurants	193	19,18%	180	22,84%	-6,74%
Hôtels de tourisme et hôtels restaurants	46	4,57%	24	3,05%	-47,83%
Débites de boisson-tabac-restauration	147	14,61%	156	19,80%	6,12%
dont restauration rapide			60	7,61%	
Les services	237	23,56%	125	15,86%	-47,26%
Services aux entreprises	26	2,58%	27	3,43%	3,85%
Services aux particuliers	211	20,97%	98	12,44%	-53,55%
dont coiffeurs	32	3,18%	31	3,93%	-3,13%
Les industries	68	6,76%	65	8,25%	-4,41%
Industrie du bâtiment	36	3,58%	38	4,82%	5,56%
dont artisans			21	2,66%	
Biens d'équipement et de consommation courante	32	3,18%	27	3,43%	-15,63%
Totaux	1006	100,00%	788	100,00%	-21,67%

MODE D'EMPLOI

- La catégorie "services aux entreprises" comprend des activités du type récupération, conseils et études, location de matériel ou de logements, etc.
 - La catégorie "services aux particuliers" comprend des activités du type laveries, studios photos, location de films vidéo, etc.
 - Les pharmacies ont été rattachées à la catégorie "services aux particuliers" (habituellement comptées dans les commerces non alimentaires).
 - Les boulangeries, habituellement rattachées aux industries agro-alimentaires, ont ici été incluses dans les commerces alimentaires.
- Les plages non renseignées indiquent que les précisions ne sont pas disponibles pour 1994.

La confrontation des résultats des deux études menées à 5 ans d'intervalle permet de constater que :

- Globalement, l'activité commerciale semble diminuer à la Goutte d'Or : 1 commerce en activité pour 22 habitants en 1994 contre 1 pour 29 en 1999. Notons qu'en 1999, les enquêteurs ont pu constater que 80 locaux commerciaux étaient vides ou en travaux. Ainsi, la fermeture ou l'interruption de certaines activités pourrait-elle expliquer en partie cette baisse.

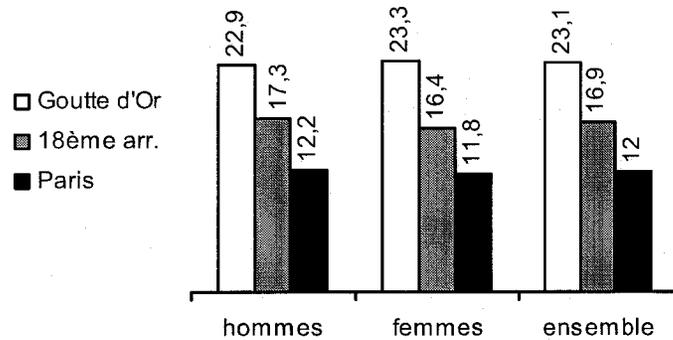
- Les secteurs d'activité sont inégalement touchés par cette baisse. Les activités de services semblent les plus touchées mais les méthodes de catégorisation et de dénombrement n'ont, de toute évidence, pas été les mêmes au cours des deux enquêtes. Il serait donc périlleux de s'attarder sur l'explication de ce chiffre. En revanche, le chiffre concernant le secteur de l'hôtellerie s'explique par la fermeture d'hôtels meublés (voir précédemment) dans le cadre des opérations de rénovation.

Il est intéressant de remarquer par ailleurs que :

• Même si le nombre de commerces a diminué de près de 18% entre ces deux années, ils restent les plus importants en terme de proportion : ils occupent 53% des locaux d'activité. Les commerces de la Goutte d'Or restent dominés par les ventes de produits textiles même si leur nombre diminue de 40%. On trouve dans le quartier 3,5 fois moins de bazars en 1999 qu'en 1994, et 2 fois moins de commerces de gros, tandis que 22 commerces "d'alimentation générale" ont ouvert leurs portes.

• Les locaux d'activité occupés par des débits de boissons-tabacs-restauration ont augmenté en nombre et en proportion. Ils sont les plus représentés parmi les types d'occupation en 1999 (près de 20%).

Taux de chômage par sexe en 1999

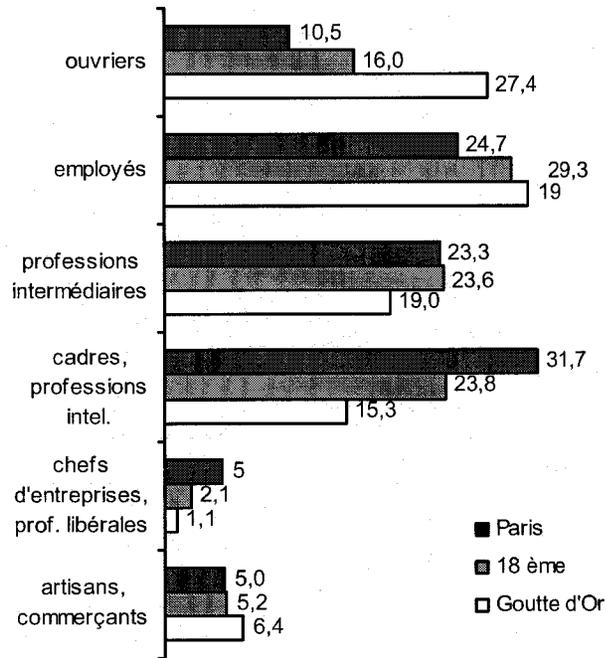


En 1999, le quartier de la Goutte d'Or compte : 11 470 personnes actives au sens du recensement, soit 64% de la population âgée de 15 ans ou plus.

23,1% des actifs du quartier se déclarent au chômage, proportion plus importante que dans l'arrondissement et qu'à Paris, même si l'écart hommes-femmes est équivalent.

Parmi les 77% de la population active ayant un emploi, 89% sont salariés tandis que 11% sont non-salariés (travailleurs indépendants, employeurs ou aides familiaux).

Répartition la population active par catégories socioprofessionnelles



A la Goutte d'Or, les ouvriers et employés sont près de trois fois plus représentés dans la population active qu'à Paris. Il faut noter toutefois que les moyennes du quartier pour ces catégories socioprofessionnelles sont proches des moyennes nationales.

Parallèlement, les cadres et professions intellectuelles y sont deux fois moins représentés et les chefs d'entreprise et professions libérales plus de trois fois moins représentés.

En revanche, la part des artisans et commerçants y est plus importante qu'à Paris et que dans l'arrondissement.

Enfin, il faut noter que la part des employés à la Goutte d'Or est plus importante qu'à Paris, ce qui s'explique par une proportion plus élevée de personnels des services directs aux particuliers (garde d'enfant, ménage, etc.).

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

La notion de chômage au sens du recensement

Les chômeurs sont les personnes qui se sont déclarées «chômeurs» (inscrits ou non à l'ANPE) ou «sans emploi», sauf si elles ont déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher un travail. Ainsi, les chiffres du chômage mis en évidence par un recensement sont à interpréter avec précaution dans la mesure où ils ne se basent que sur des éléments déclaratifs des personnes recensées. Ils ne peuvent être comparés aux chiffres officiels émanant des services de l'agence nationale pour l'emploi.

La population active

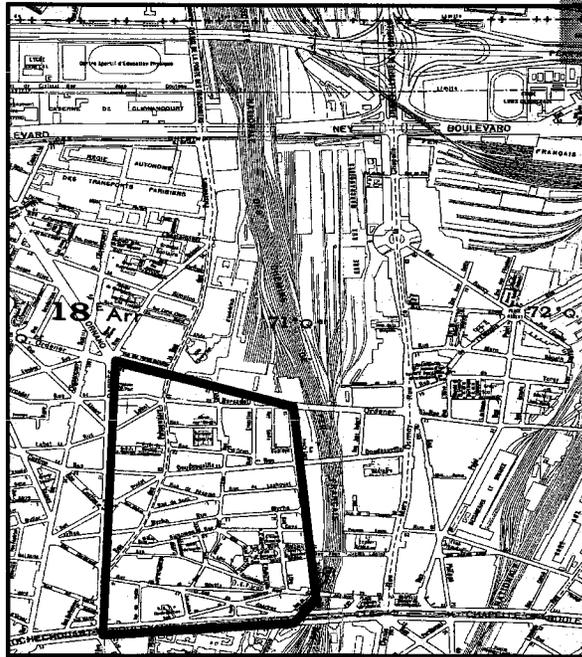
Une personne est "active" si elle a plus de 15 ans, travaille, est au chômage, ou est militaire du contingent.

L'activité et les catégories socio-professionnelles

Les Chiffres clés en 1999

- **23,1%** de chômeurs
- Ouvriers et employés totalisent **58,2%** de la population active

Le périmètre



La source

Chiffres de l'I.N.S.E.E., transmis par l'A.P.U.R. Recensement Général de la Population de 1999

Les demandeurs d'emploi inscrits à L'ANPE

Données quantitatives

Au 30 mars 2004, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE était de 5277, soit environ deux fois plus qu'en décembre 1998 pour une population active estimée quasi-stable sur la période (11470 personnes recensées en 1999). Cette forte augmentation peut s'expliquer par différents facteurs : le contexte économique globalement défavorable mais aussi le fait que les acteurs des champs social, de l'insertion et de l'emploi ont mené un important travail de sensibilisation auprès des publics pour les inciter à s'inscrire à l'ANPE. Quelques caractéristiques des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE de la Goutte d'Or :

- **Les femmes représentent 41%** des inscrits, contre 46% à Paris.
- **11% des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans**, contre 8,4% à l'échelle parisienne.
- **Le niveau de qualification est faible** : 26% des demandeurs d'emploi sont de niveau VI et 56% sont de niveau inférieur ou égal à 5 (cf. définition des niveaux de formation page suivante). Les personnes âgées de plus de 50 ans sont les moins qualifiées. L'ANPE de la Chapelle est l'agence parisienne qui a le plus grande part de demandeurs d'emploi d'un niveau de qualification faible.
- **Le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et la durée d'inscription à l'ANPE sont fortement corrélés tout comme le sont le niveau de formation et la durée d'inscription.** Presque 20% des demandeurs d'emploi de plus de 24 mois ont plus de 50 ans alors que moins de 10 % des demandeurs d'emploi inscrits depuis moins de 12 mois ont 50 ans ou plus. De plus, 63,4% des demandeurs d'emploi de plus de 24 mois ont un niveau de formation V ou VI.

Les principaux obstacles à l'emploi

Au cours d'entretiens menés auprès de 19 structures intervenantes en matière d'accompagnement à l'emploi, les acteurs de l'emploi ont pointé les principales difficultés rencontrées par les publics de demandeurs d'emploi :

- **Freins liés aux savoirs, savoir être et savoir-faire** en particulier la non maîtrise de la langue, le manque d'expérience et/ou de qualification.
- **Freins liés à des discriminations sur le marché de l'emploi** : discrimination liée à l'origine ethnique ou sociale, stigmatisation du quartier.
- **Freins liés à la relation au marché du travail** : inadéquation du projet professionnel avec le marché, difficulté à sortir du quartier.
- **Freins liés à des problèmes sociaux** : logement, titres de séjour, accès aux droits, adéquation entre vie de famille et emploi, précarité liée à l'addiction ou à des problèmes de santé mentale, marginalisation sociale (sortants de prison).

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Les informations de cette fiche sont extraites d'une étude de l'Equipe de Développement Local et d'acteurs locaux sur les problématiques liées à l'emploi sur le quartier de la Goutte d'Or (le diagnostic emploi est disponible à la Salle Saint-Bruno).

Ce diagnostic s'appuie essentiellement sur les bases de données de l'ANPE (La Chapelle) et de la Mission Locale Berliard, ainsi que sur des questionnaires remplis par une dizaine de structures accueillant des publics de demandeurs d'emploi.

Les données quantitatives proviennent de sources différentes qui ne couvrent pas les mêmes périodes : les chiffres de l'ANPE sont une photographie au 30 mars 2004, ceux de la Mission Locale sont des bilans de l'année 2003 et les statistiques générales sur le quartier sont issues du recensement INSEE 1999.

Les comparaisons de données sont donc à considérer avec précaution.

Les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE

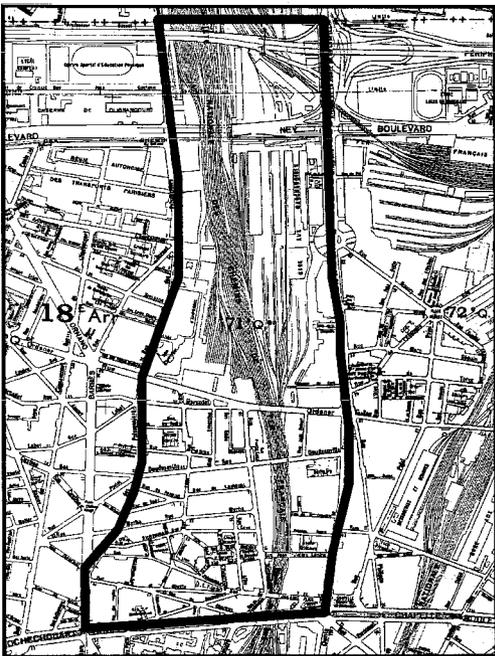
Les Chiffres clés en mars 2004

5777 demandeurs d'emplois. Dont :

- **41% de femmes**
- **11% de moins de 25 ans**
- **82% ont un niveau de qualification très faible (niveau 5 ou 6)**

Activité/Emploi

Le périmètre



La source

Diagnostic emploi, Equipe de développement local du quartier de la Goutte d'Or, Chiffres de l'ANPE

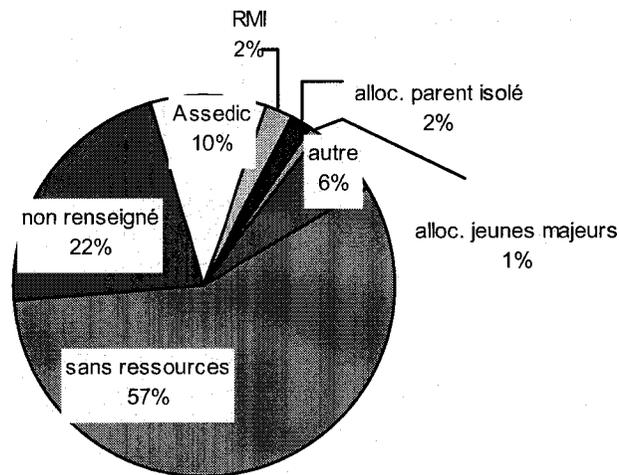
Les jeunes et l'emploi (d'après le Diagnostic emploi)

Sur l'année 2003, la Mission Locale Belliard a reçu 546 jeunes, soit environ un quart de la population 16-25 ans de la Goutte d'Or, recensé en 1999.

Principales caractéristiques du public accueilli et suivi par la Mission Locale :

- **48 % sont des filles**
- **Ces jeunes sont moins qualifiés que la moyenne des jeunes du quartier** : plus de 70% des filles et plus de 80% des garçons sont de niveau égal ou inférieur à 5.
- **Près de 80% se déclarent sans ressources financières** (ou ne renseignent pas cette rubrique).
- **10% des jeunes inscrits ont un à trois enfants à charge.** Il s'agit pour la quasi totalité de filles.
- **58% est en situation de rupture familiale totale.** Cette rupture s'accompagne le plus souvent d'une situation de logement précaire.
- Lors de leur inscription à la Mission Locale, **25% des garçons contre 15% des filles déclarent ne pas avoir de projet professionnel défini.**

Revenus des jeunes suivis par la Mission Locale Belliard en 2003.



CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Les niveaux de qualification.

- niveau VI = sortant de 6^{ème} à 4^{ème}, de Classe Préparatoire à l'Apprentissage ou de formation professionnelle en un an
- niveau Vbis = sortant de 3^{ème}, de première année de CAP ou de BEP
- niveau V = sortant de 2^{nde} et 1^{ère}, de 3^{ème} année de CAP ou de 2^{ème} année de BEP

Rappel des champs d'intervention de la Mission Locale.

La Mission Locale Belliard a pour objectif l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 16-25 ans des 8ème, 17ème et 18ème arrondissements, sortis du système scolaire et à la recherche d'une formation ou d'un emploi.

Elle propose différentes actions :

- Accueil, information, orientation.
- Suivi personnalisé.
- Ateliers de recherche d'emploi.
- Cyber emploi. Ateliers de découverte des métiers.

Les jeunes et l'emploi

Les Chiffres clés

La mission locale Beillard a reçu
en 2003 :

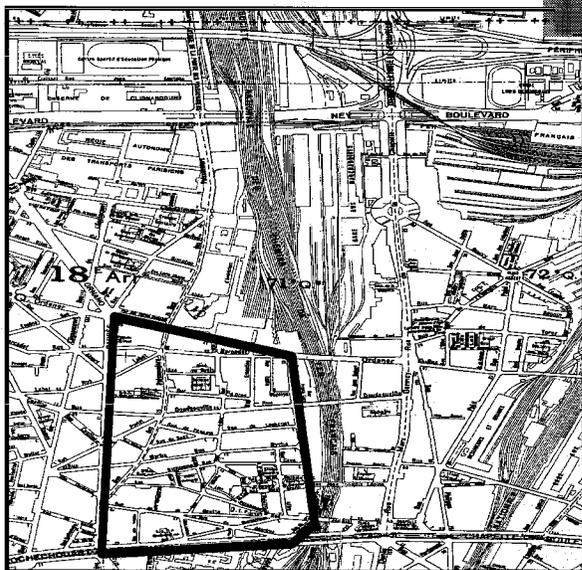
- 546 jeunes de la Goutte d'Or.
Dont 48% de filles.

En 2004, la mission locale
Beillard a reçu :

- 560 jeunes de la Goutte d'Or,
dont 51.4% de filles

Activité/ Emploi

Le périmètre

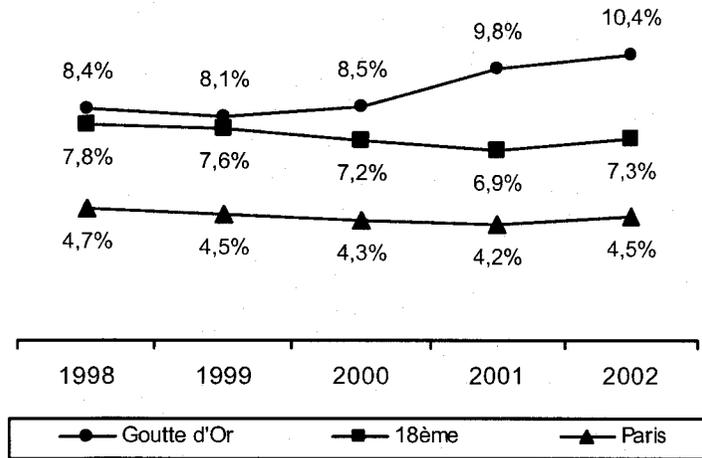


La source

Diagnostic emploi, Equipe de dévelop-
pement local du quartier de la Goutte
d'Or, et Mission Locale (pour les chif-
fres de 2004)

RESSOURCES, PRÉCARITÉ

La part des ménages allocataires du RMI : Evolution 1998-2002 (en%)



La courbe ci-contre montre que la part des ménages allocataires du RMI résidant à la Goutte d'Or a connu une forte hausse : +2 points entre 2000 et 2002.

Leur part augmente également dans l'arrondissement et à Paris, mais de façon moindre.

Attention toutefois : ces pourcentages sont calculés à partir du nombre de ménages recensés en 1999. Il s'agit donc plus d'une indication de tendance.

Le nombre de ménages allocataires du R.M.I. : Evolution 2001-2002

	2001	2002	Evolution
Goutte d'Or	1068	1130	+ 5,8%
18ème	6879	7314	+ 6,3%
Paris	46872	50069	+ 6,8%

Le nombre de ménages allocataires du revenu minimum d'insertion a augmenté sur les trois territoires observés. Il faut noter toutefois que le quartier de la Goutte d'Or a connu l'augmentation la plus faible, avec un point de moins d'augmentation que Paris.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Le Revenu Minimum d'Insertion (R.M.I.)

Il est accessible sous conditions de ressources aux personnes :

- âgées d'au moins 25 ans ou ayant un ou plusieurs enfants à charge ;
- résidant en France de façon légale (carte de séjour ou de résident pour les étrangers) ;
- non élèves, ni étudiants, ni stagiaires (sauf si la formation est considérée comme une « activité d'insertion ») ;
- faisant valoir ses droits aux prestations sociales ;

Une personne bénéficiaire doit participer à des actions d'insertion sociale dans les trois mois qui suivent le premier versement.

Le montant du R.M.I.

Le montant mensuel de cette prestation s'élève à 500 euros pour une personne seule.

Les biais

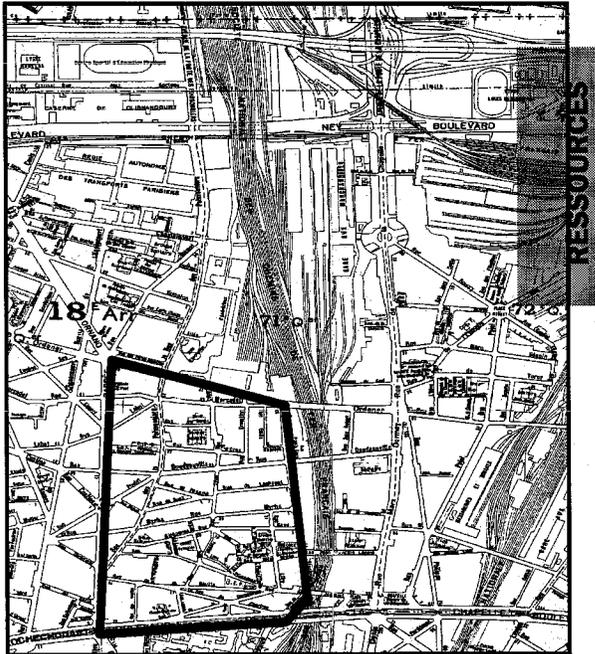
Les chiffres transmis par la CAF ne prennent pas en compte les personnes qui sont dans le dispositif R.M.I. sans toucher d'allocation (stages rémunérés, contrats d'insertion, etc.).

Les ménages allocataires du Revenu Minimum d'Insertion

Les Chiffres clés en 2002

- **10,4%** des ménages de la Goutte d'or sont allocataires du R.M.I. (population de référence : INSEE 99)

Le périmètre



La source

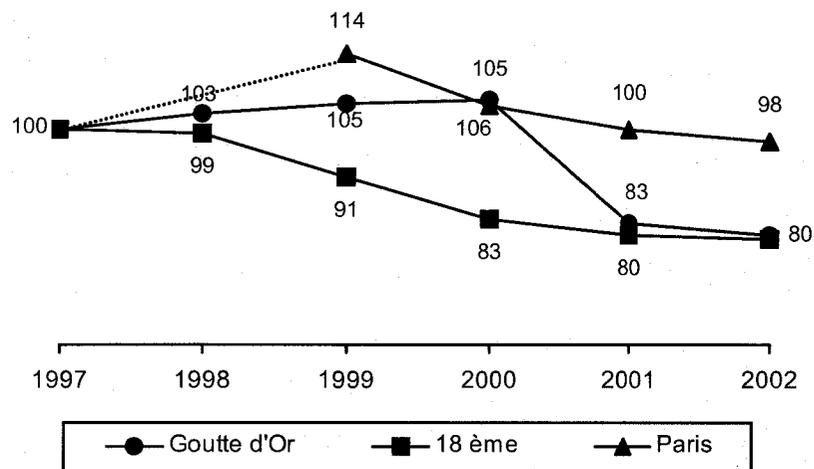
Chiffres transmis par la caisse d'allocations familiales de Paris

Evolution du nombre de familles allocataires à faible quotient familial

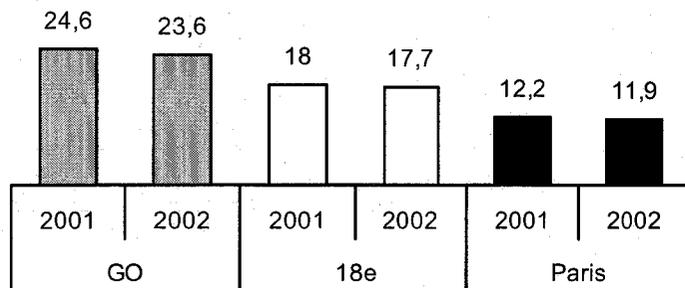
	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Goutte d'Or	1527	1575	1602	1612	1262	1226
18 ème	8244	8176	7512	6869	6632	6561
Paris	44012	ND*	50215	46004	44037	43011

* Données non disponibles

Evolution base 100 en 1997



Part des familles à faible quotient familial dans l'ensemble des allocataires de la C.A.F. en (%)



Cet indicateur permet d'évaluer le nombre de familles en situation précaire à la Goutte d'Or (hormis les personnes résidant illégalement, il est peu pensable qu'une famille aux ressources modestes n'ouvre pas ses droits aux allocations familiales).

Depuis 1997, le nombre de familles ayant un quotient familial inférieur à +/- 500€ (voir ci-contre) a connu une baisse de 20 points, similaire à celui de l'arrondissement, tandis que les moyennes parisiennes restent stables.

Toutes choses égales par ailleurs, cette donnée est d'autant plus encourageante que la révision du seuil en 2002 (cf. ci-contre) aurait pu avoir une conséquence inverse : augmentation de fait du nombre de familles à faible quotient familial.

Par ailleurs, il est intéressant de constater que la part des familles les plus démunies parmi les familles allocataires a baissé d'un point entre 2001 et 2002 à la Goutte d'Or. Le 18ème et Paris ont connu également une baisse mais dans des proportions moindres (-0,3%).

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Le quotient familial

L'accès à un certain nombre d'aides de la Caisse d'Allocations Familiales dites « allocations sociales » (bons vacances, tickets loisirs...) est lié au montant du quotient familial. Il représente 1/12ème des ressources annuelles (salaires, prestations familiales ; moins les charges, rapporté au nombre de parts fiscales du ménage).

Le seuil

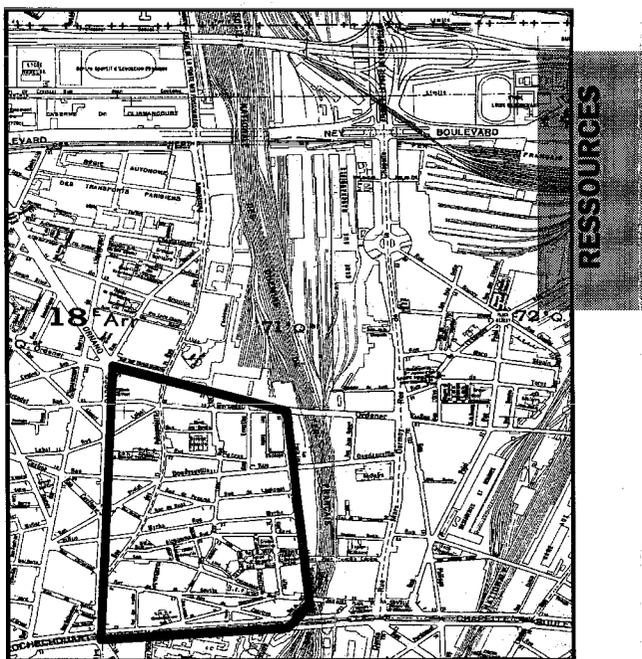
Jusqu'en 2001, le quotient familial des ménages devait être inférieur à 488€ pour qu'ils puissent prétendre aux aides et dispositifs sociaux. Ce seuil a été porté à 500€ en 2002.

Les allocataires de la C.A.F. à faible quotient familial

Les Chiffres clés au 31/12/2002

- **1226 familles allocataires de la CAF ont un quotient familial inférieur à 500€**

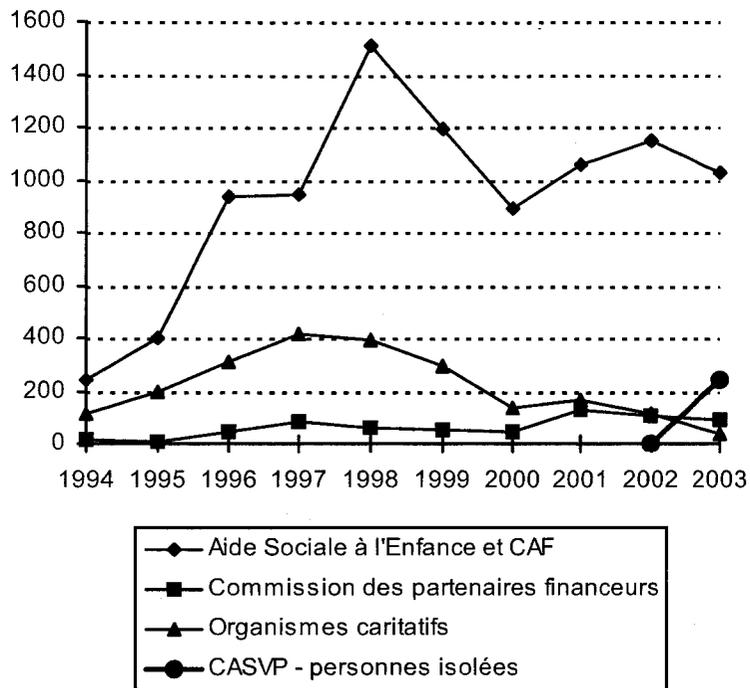
Le périmètre



La source

Chiffres transmis par la caisse d'allocation familiales de Paris.

Le nombre de demandes instruites par financeurs : Evolution 1994-2003

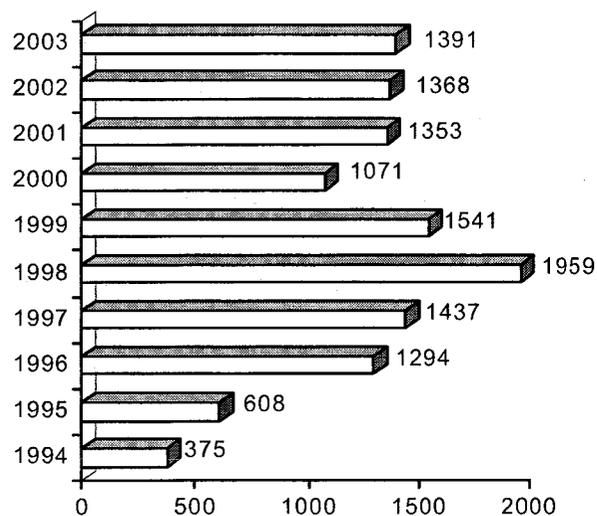


Attention à cet indicateur qui doit être considéré comme "secondaire" dans la mesure où il ne parle des situations de précarité ou d'urgence que par le biais des services qui les traitent. Il faut se garder de comprendre les variations du nombre de demandes d'aides financières instruites par les services sociaux exclusivement dans le sens d'une amélioration ou d'une aggravation de la situation sociale du quartier.

En effet, les variations sont largement dépendantes du mode de fonctionnement et de l'organisation interne des services.

Grâce à l'utilisation d'un nouveau logiciel, nous pouvons distinguer à partir de 2003 les aides proposées par le centre d'action sociale pour les personnes isolées. Ces personnes étaient, les années précédentes, réparti dans les autres catégories.

Le nombre d'aides financières instruites : Evolution 1994-2003



Depuis 1996, et hormis le « pic » de l'année 1998, le nombre moyen de demandes d'aides financières instruites chaque année se situe autour de 1300. La répartition par financeurs (et donc par type d'aide) montre une certaine régularité avec une part majoritaire des aides concernant les familles avec enfant et une part moindre des aides relatives au logement.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Les demandes d'aides financières

Dans des situations de grande précarité, le Service Social Polyvalent (SSP) de la DASES peut instruire et transmettre à différents organismes disposant de fonds des demandes d'aides financières.

Les financeurs

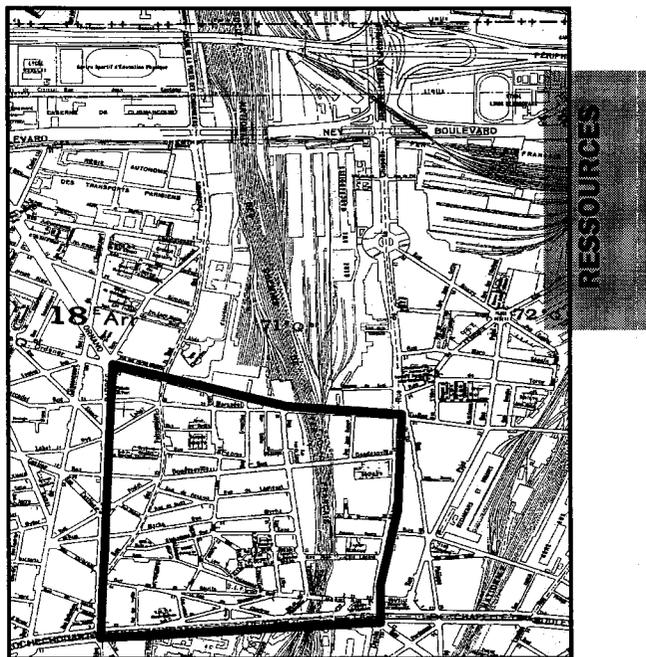
- La CAF et l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) traitent des demandes relatives aux familles avec enfants.
- La Commission des partenaires financeurs (ASE, Assedic, Sécurité Sociale, CAF, CAS, organismes caritatifs...) se réunit surtout pour les cas de dettes de loyer ou d'électricité (familles & isolés) et d'aides aux familles s'installant dans un nouveau logement.
- Les organismes caritatifs traitent les demandes pour les personnes isolées et plus largement, en complément pour des ménages avec ou sans enfant.
- Le centre d'action sociale de la ville de Paris propose aux personnes isolées (sans enfants) habitant Paris depuis plus d'un an des aides ponctuelles pouvant concerner tous les aspects de la vie quotidienne

Les demandes d'aide financière instruites par la D.A.S.E.S.

Les Chiffres clés en 2003

- **1391** demandes d'aide
financière instruites par la
D.A.S.E.S.

Le périmètre



La source

Chiffres transmis par la Direction de
l'Action Sociale, de l'Enfance et de la
Santé (D.A.S.E.S.) de la Ville de Paris -

Le nombre et la part des foyers fiscaux non imposables : Evolution 1995-2003

	1995	1996	1997	1998	1999	2000*	2001	2002	2003
Nord	4843	4567	4507	5015	4101		3750	4757	4906
Sud	4283	4262	4230	4069	3583		3474	4230	4326
Total 71e quartier	54,5%	52,7%	53,5%	54,1%	44,8%		43,0%	51,7%	52,3%

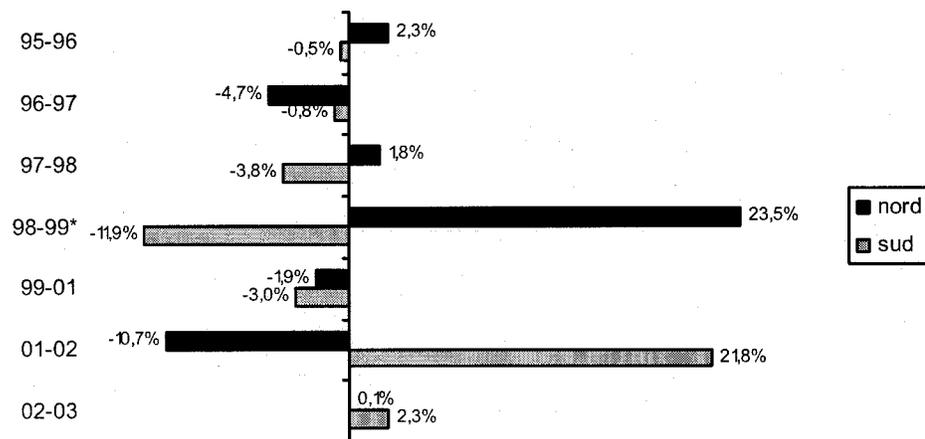
* données 2000 non disponibles

Le nombre de foyers non imposables augmente depuis 2001 de façon progressive et significative : 2000 foyers fiscaux supplémentaires non imposables en 2 ans qui représentent de nouveau plus de 50% de l'ensemble des foyers fiscaux.

Peut-on dire que les foyers fiscaux de la Goutte

d'or connaissent une diminution de leurs revenus ? Ou bien doit-on comprendre que, les ménages nouvellement installés dans le quartier (cf. données sur la taxe d'habitation p.) sont majoritairement des ménages non imposables ?

Evolution annuelle du nombre de foyers fiscaux non imposables dans chaque secteur



* attention : comparaison à deux ans d'inter-

Le graphique ci-contre montre combien avec pour certaines années, des variations de +/-20%, le nombre de foyers fiscaux imposables est une donnée instable.

Ces fluctuations peuvent s'expliquer en partie par les effets des livraisons et démolitions de logements (attention toutefois aux périmètres, cf. ci-contre). Elles peuvent également :

- se comprendre comme un indice de précarité (revenus annuels instables d'une année sur l'autre).
- se lire comme une marque de « réactivité » du quartier aux évolutions des politiques gouvernementales (hausse ou baisse des seuils d'imposition).

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Les foyers imposables

Le seuil qui rend un foyer fiscal imposable dépend bien sûr des revenus du foyer, mais également du nombre de parts fiscales. Les exonérations sont établies pour des motifs sociaux. Ainsi, les contribuables dont le revenu net n'excède pas 4191€ (pour l'année 2003) sont exonérés d'impôt sur le revenu. Cet indicateur donne un aperçu des ressources des foyers du quartier.

Les imprécisions

Il est bien sûr impossible de savoir si les foyers non imposables du fait de leur niveau de revenus ou en raison d'un nombre important de personnes à charge.

Les données 2000

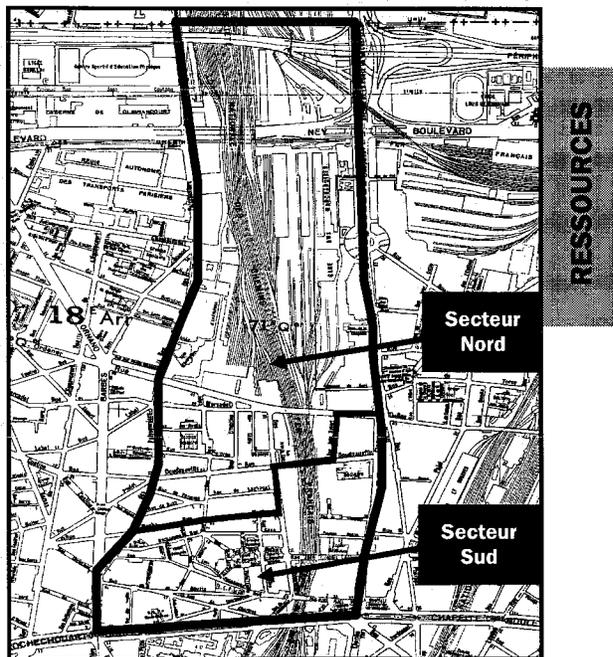
Comme cela arrive souvent chez nos partenaires, un changement d'organisation interne a eu pour conséquences la perte des données au 31 décembre 2000. Cette rupture statistique n'est que relativement dommageable dans la mesure où, pour cet indicateur, les tendances semblent se poursuivre de façon régulière. Il est peu probable que le profil de l'imposition ait varié dans un sens contradictoire en 2000.

Les foyers non imposables

Les Chiffres clés au 31/12/2003

- **52,3%** des foyers fiscaux de la Goutte d'Or ne sont pas imposables
- Une augmentation 2002-2003 de **2,7%** du nombre de foyers non imposables sur l'ensemble du périmètre

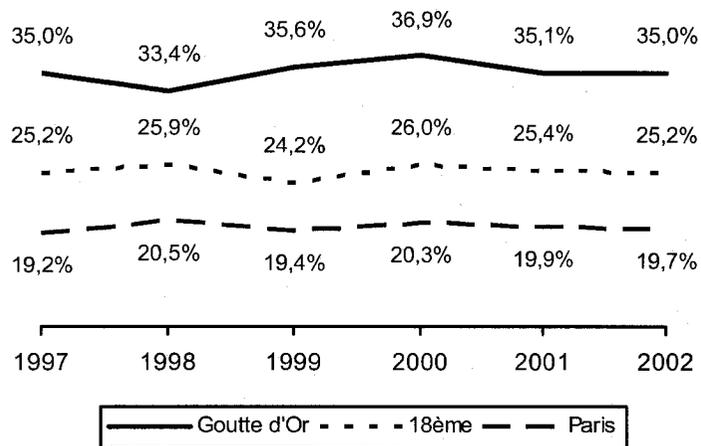
Les périmètres



La source

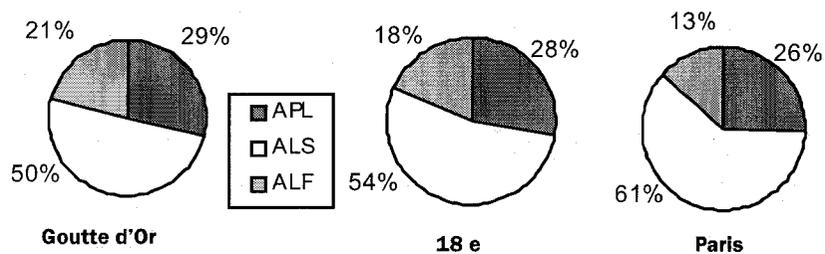
Chiffres transmis par le centre des
Impôts de la Goutte d'Or

La part des ménages bénéficiant d'aides au logement : Evolution 1997-2002



Il est également intéressant de souligner que 74,3% des allocataires de la CAF à la Goutte d'Or bénéficient d'une aide au logement, contre 68,2% dans le 18e et 60,6% à Paris.

Répartition des aides au logement par type en 2002



La part des ménages bénéficiant d'une aide au logement reste supérieure de plus ou moins 10% à la Goutte d'Or par rapport à l'arrondissement sur l'ensemble de la période observée. Elle connaît une baisse de près de 2% entre 2000 et 2002 après deux années successives d'augmentation.

La tendance est la même à l'échelle de l'arrondissement.

En revanche, elle oscille assez peu (+/- 0,5%) à Paris depuis 1997.

En 2002, plus d'un ménage sur trois bénéficie d'une aide au logement à la Goutte d'Or, contre un sur quatre dans l'arrondissement et un sur cinq à Paris.

* Population des ménages de référence : INSEE 99

Alors que l'ALS représente une part relativement faible à la Goutte d'Or (50%) comparativement au 18ème (54%) et à Paris (61%), celle de l'ALF est nettement plus importante : +8%. Cette donnée indique que la proportion de ménages de grande taille et à faibles revenus est plus importante dans le quartier.

Par ailleurs, près de 30% des aides au logement sont des APL à la Goutte d'Or contre 26% à Paris. On peut expliquer ce chiffre par la présence d'un grand nombre de logements sociaux sur le quartier, logements éligibles à l'APL (logements conventionnés).

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

L'Aide Personnalisée au Logement (A.P.L.) est destinée à toute personne :

- locataire d'un logement neuf ou ancien qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'Etat fixant, entre autres, l'évolution du loyer, la durée du bail, les conditions d'entretien et les normes de confort ;
- accédant à la propriété ou déjà propriétaire, ayant contacté un prêt d'accession sociale (PAS), un prêt aidé à l'accession à la propriété (PAP) ou encore un prêt conventionné (PC) pour l'acquisition d'un logement neuf ou ancien, avec ou sans améliorations, l'agrandissement ou l'aménagement du logement.

L'Allocation Logement à caractère Familial (A.L.F.) concerne essentiellement les personnes qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'APL et qui :

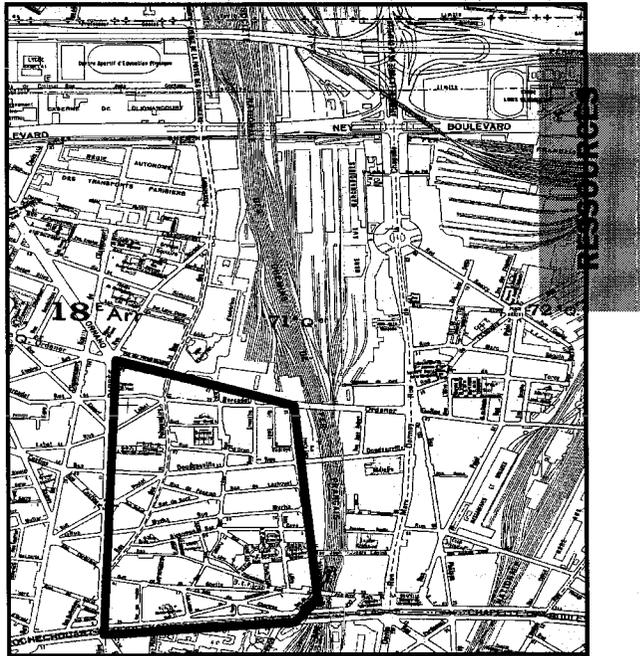
- ont des enfants (nés ou à naître) ou certaines autres personnes à charge ;
- ou forment un ménage marié depuis moins de 5 ans, le mariage ayant eu lieu avant les 40 ans de chacun des conjoints.

L'Allocation de Logement à caractère Social (ALS) s'adresse à ceux qui ne peuvent bénéficier ni de l'APL ni de l'ALF.

Les Chiffres clés au 31/12/2002

- **3815 bénéficiaires d'aides au logement**
- **Peu de variation 2001-2002, mais une baisse de 2% depuis 2000**

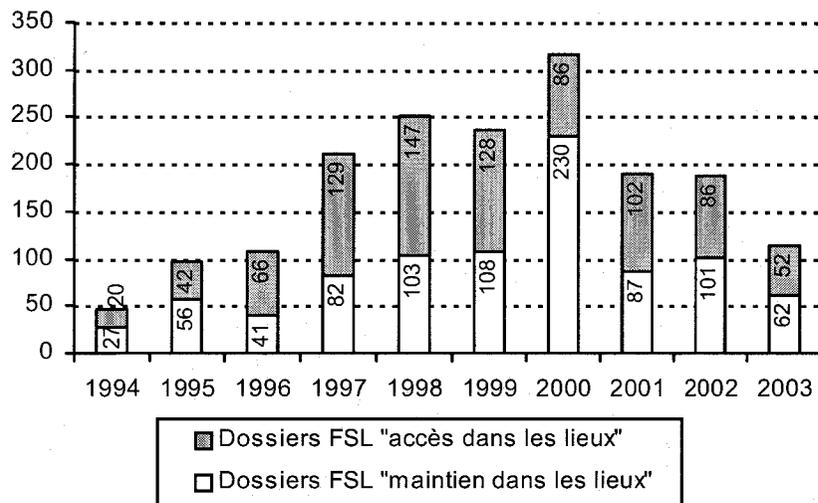
Le périmètre



La source

Chiffres transmis par la caisse d'allocations familiales de Paris.

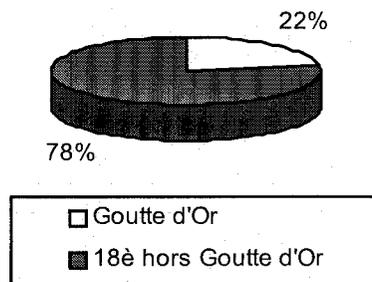
Le nombre de dossiers F.S.L. présentés : Evolution 1994-2003



Alors qu'il ne cessait d'augmenter depuis 1994, le nombre annuel de dossiers présentés pour le Fonds de Solidarité au Logement (FSL) par le service social polyvalent de secteur a presque diminué de moitié en 2001 par rapport à 2000, s'est maintenu au même niveau en 2002 et a de nouveau presque diminué de moitié entre 2002 et 2003. Cette diminution touche les deux types de dossiers.

La prudence imposée pour l'interprétation de ces chiffres (voir ci-contre) ne permet malheureusement pas de conclure à une meilleure capacité des ménages à se maintenir dans leur logement (et donc à une amélioration de leurs conditions de vie quotidienne).

Part des demandes de FSL du quartier dans l'arrondissement en 2003



La part globale du nombre de dossiers F.S.L. présentés dans le 18ème pour des habitants de la Goutte d'Or est passée progressivement de 30% en 2000 à 22% en 2003. Cette variation s'explique surtout par l'importante baisse du nombre de dossiers "maintien dans les lieux" (voir ci-dessus).

Même si en absolu la part des dossiers F.S.L. demandés pour les habitants de la Goutte d'Or reste importante : 22% pour 10% des résidences principales de l'arrondissement en 1999 (RGP), elle demeure sous la barre des 25% depuis 2002.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Le Fonds de Solidarité Logement

Créé par la Loi Besson en 1990, ce Fonds est cogéré par l'État, le Département et la Caisse d'allocations familiales. Le F.S.L., grâce aux aides qu'il accorde, permet aux familles (ou aux personnes) en difficulté d'accéder au logement ou de se maintenir dans les lieux. Il prend également en charge les mesures d'accompagnement nécessaires à l'insertion de ces personnes. A Paris, les demandes de F.S.L. sont instruites par les services sociaux polyvalents de secteur (S.S.P.).

Le FSL "accès dans les lieux" est une aide accordée pour garantir de bonnes conditions d'installation dans un logement (aide à la caution ou à l'équipement).

Le FSL "maintien dans les lieux" permet à des familles d'éponger des dettes de loyer et donc d'éviter l'expulsion. Il peut être "demandé" par un organisme bailleur.

Limites et mise en garde

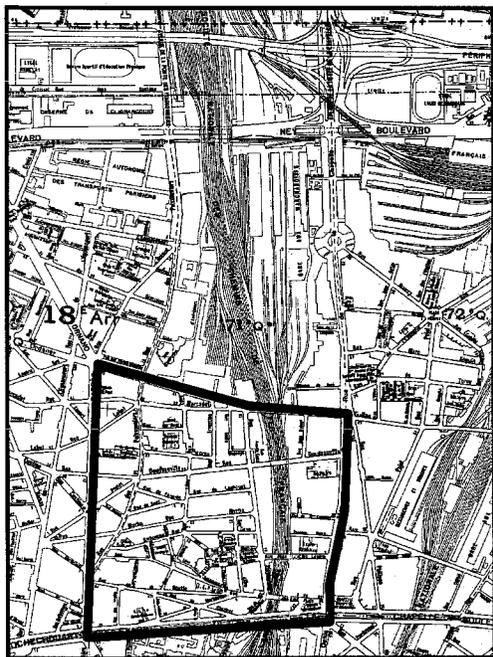
L'accès au F.S.L. dépend d'un certain nombre de critères. Les chiffres présentés ici ne prennent pas en compte les dossiers non présentés par le SSP parce qu'ils ne répondraient pas aux critères. Par ailleurs, tous les dossiers présentés ne sont pas systématiquement accordés.

Le nombre de dossiers « Fonds de Solidarité Logement » présentés

Les Chiffres clés en 2003

- **114 dossiers présentés pour des habitants du quartier**
- **22% des dossiers de l'arrondissement présentés l'arrondissement**

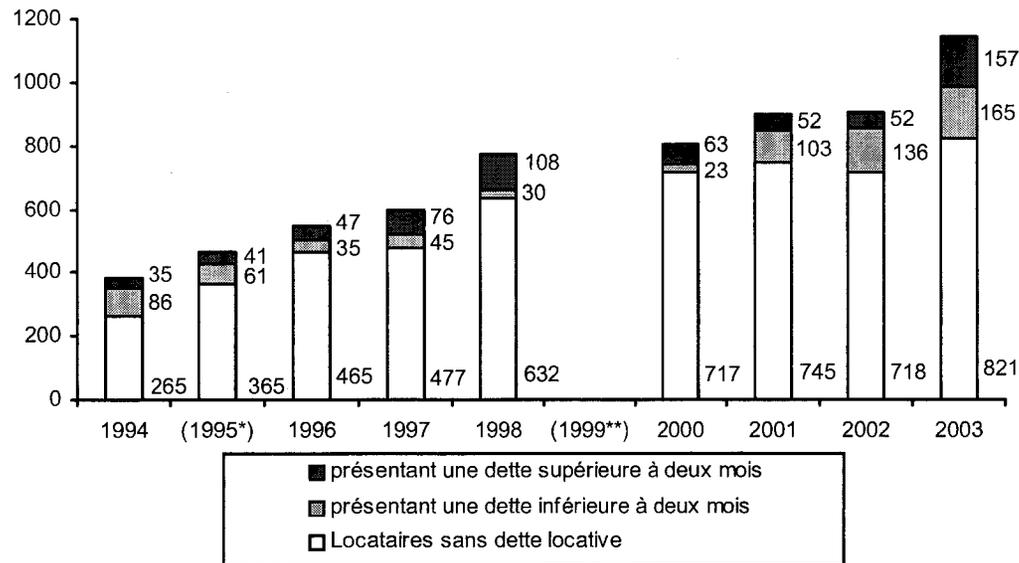
Le périmètre



La source

Chiffres transmis par la Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé (D.A.S.E.S.) de la Ville de Paris -

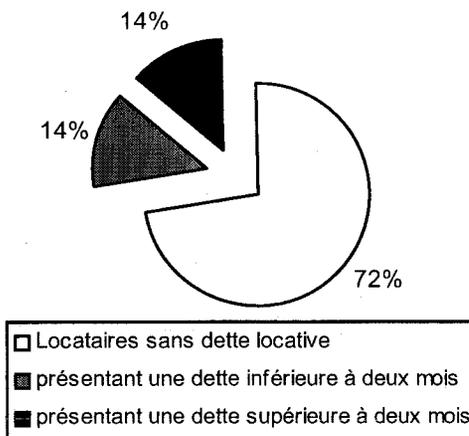
Evolution de l'endettement locatif en nombre de locataires (1994-2003)



* estimation

** données non disponibles

Répartition de l'endettement locatif au 31/12/ 2003



Après une nette amélioration de la situation locative des résidents de l'OPAC en 2000 (seulement 11% de locataires endettés, chiffre le plus bas de l'ensemble de la période observée), la part de locataires endettés augmente de nouveau depuis. Le nombre de locataires ayant une dette supérieure à deux mois, alors qu'elle semblait se stabiliser, a presque triplé entre le 31/12/2002 et le 31/12/2003. Le nombre de locataires « légèrement » endettés ne cesse d'augmenter pour atteindre le niveau le plus élevé de la période observée au 31/12/2003. Ainsi, en 2003, 28% des locataires de l'O.P.A.C. du quartier sont endettés (tout type de dette confondu), proportion équivalente à celle de 1994.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

La dette locative

Une dette locative inférieure à 2 mois peut être considérée comme « légère » dans la mesure où elle est facilement rattrapable.

Les dettes locatives « lourdes » (supérieures à 2 mois) sont en revanche les plus difficilement maîtrisables.

Les précautions

Ces chiffres ne concernent que les familles logées dans les 1143 logements gérés par l'OPAC. Aucune information n'est disponible quant à la situation dans le parc privé.

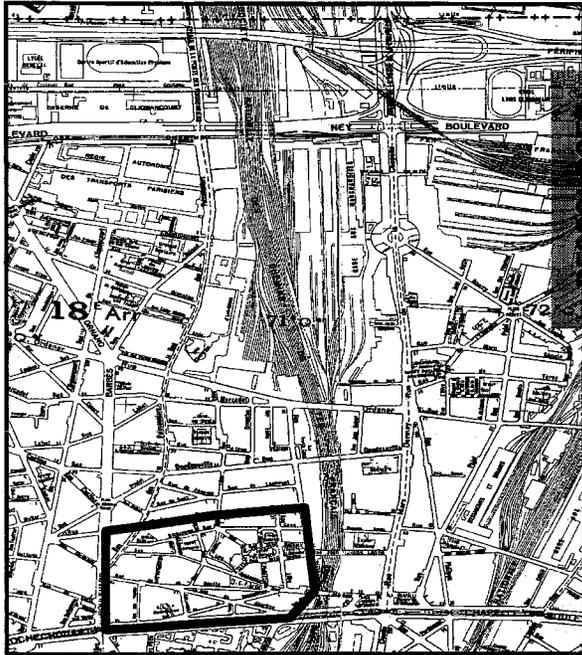
Par ailleurs, il s'agit de logements PLA (Prêt Locatif Aidé) attribués à des foyers aux revenus relativement modestes. La situation d'endettement au sein du parc locatif de l'OPAC sur ce périmètre n'est donc pas représentative de l'ensemble du quartier.

L'endettement locatif dans les immeubles de l'O.P.A.C.

Les Chiffres clés au 31/12/2003

- **28%** des locataires de l'O.P.A.C
présentent une dette locative
- (**14%** une dette inférieure à
deux mois, **14%** une dette
supérieure à deux mois)

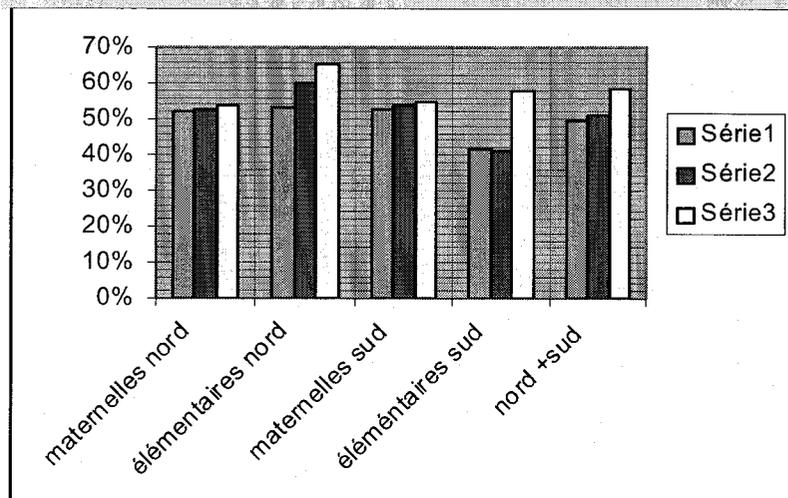
Le périmètre



La source

Chiffres transmis par l'Office Public
d'Aménagement et de la Construction
(O.P.A.C.) de la Ville de Paris

Evolution du taux de fréquentation des cantines scolaires (2001- 2003)



Le taux de fréquentation des cantines scolaires des écoles maternelles et des écoles élémentaires, n'a cessé d'augmenter entre 2001 (série 1), 2002 (série 2) et 2003 (série 3). Il atteint la dernière année 75 998 repas.

Cette hausse concerne aussi bien les écoles situées au nord (Marcadet, Marx Dormoy, Budin/ Ernestine, Budin, Doudeauville, Oran) qu'au sud du quartier (57 et 49bis Goutte d'Or, Cavé, Lépine, 18 et 9 Richomme, Saint Luc).

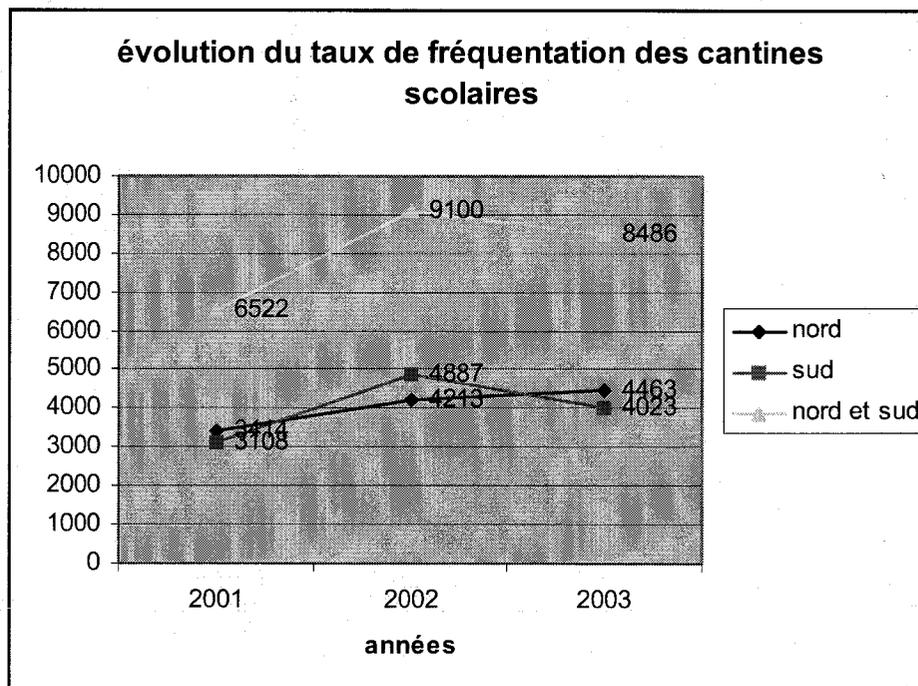
Alors que dans les écoles maternelles le taux de fréquentation des cantines est relativement stable, le taux de fréquentation des cantines des enfants scolarisés dans les écoles élémentaires du quartier augmente fortement, en particulier dans le sud du quartier. En 2003, ce taux atteint 65% dans les écoles élémentaires situées au Nord et 58% au sud.

Evolution du nombre de repas à 0,15euros servis dans les cantines scolaires (2001-2003)

En 2003, 8486 repas ont été servis dans les cantines du quartier au tarif le plus bas, représentant 11% des repas servis dans les cantines scolaires de la Goutte d'Or.

Le nombre de repas à 0.15 euros a beaucoup augmenté entre 2001 et 2003 (+1 964), avec un pic très important en 2002 où 9 100 repas au tarif le plus bas ont été servis.

Si l'augmentation a été relativement constante dans les établissements situés au nord, elle a brusquement augmenté dans le sud du quartier avec 1 779 repas supplémentaires entre 2001 et 2002, pour ensuite diminuer.



CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Construction du chiffre

La caisse des écoles de l'arrondissement observe trimestriellement la quantité et la tarification des repas servis dans les écoles. Les données présentées ici ont été calculées à partir du nombre de repas servis entre les mois de septembre et les mois de janvier des années 2001, 2002 et 2003 (sur la base de 58 jours ouvrés et selon leur tarification). Le taux de fréquentation des cantines est obtenu par un rapprochement entre le nombre de repas servis et le nombre d'élèves inscrits dans les écoles à la rentrée scolaire.

Les tarifs de cantine

Les tarifs de cantine sont modulés en fonction d'un quotient familial tenant compte des ressources de la famille (revenu de la famille moins le loyer) et du nombre d'enfants. Les tarifs s'échelonnent de 0,15€ (1F) pour le tarif 1 à 2,95€ (19,35F) pour le tarif 5.

La fréquentation des cantines scolaires

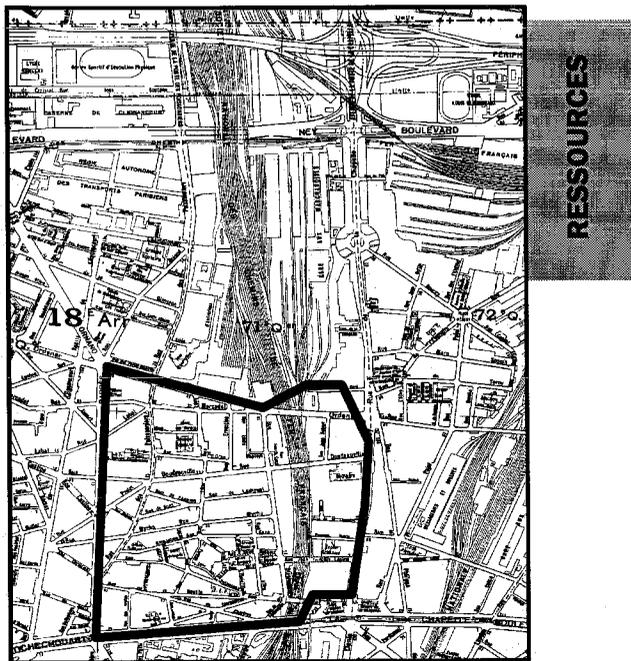
Les Chiffres clés en 2003

Taux de fréquentation des cantines scolaires (maternelles et primaires):

- 60% au nord
- 56% au sud

8 486 repas à tarif réduit (0.15 euros) sur 75 998 servis dans

Le périmètre



La source

Chiffres transmis par la Caisse des écoles du 18e arrondissement

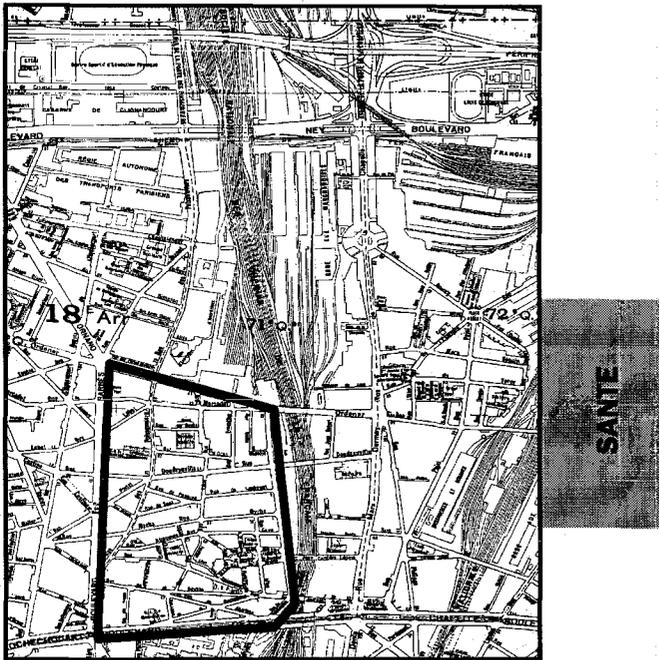
SANTÉ

Les points de santé

Les Chiffres clés en 2003

- **37 “points santé” à la Goutte d’Or**
- **4,1 médecins généralistes et 0,2 spécialistes pour 5000 habitants**

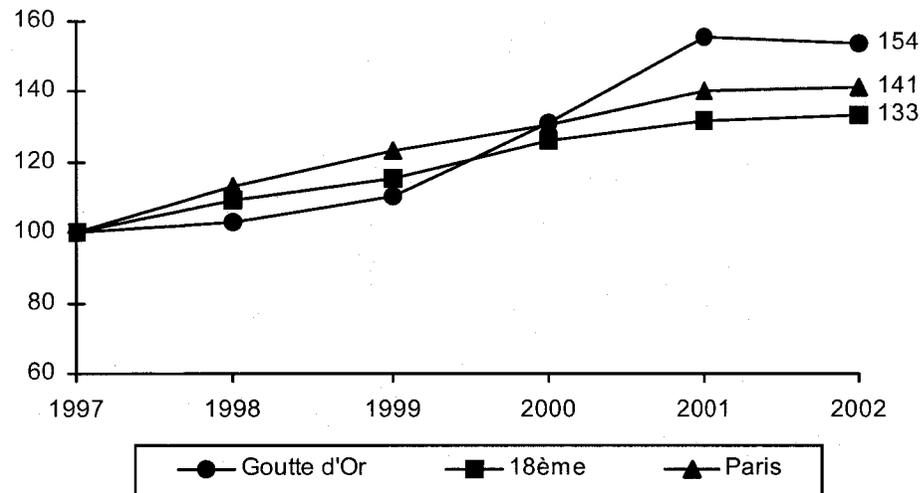
Le périmètre



La source

Voir la rubrique « chiffres, mode d'em-

Le nombre de bénéficiaires de l'allocataires adulte handicapé : Evolution 1997-2002 (base 100 en 1997)



Le nombre de bénéficiaires de l'AAH a très nettement augmenté entre 1997 et 2001 et semble se stabiliser depuis pour les trois échelles de territoire observées. L'augmentation du nombre de bénéficiaires a été nettement plus importante à la Goutte d'Or : +54 points contre +33 points à Paris.

En 2002, 13% des allocataires de l'arrondissement habitent la Goutte d'Or.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

L'Allocation Adulte Handicapé

L'AAH est une allocation versée aux adultes ne pouvant travailler en raison d'un handicap (taux d'incapacité supérieur à 80% ou être reconnu dans l'impossibilité de travailler). Cette allocation peut être un complément ou se substituer à d'autres ressources ou prestations, notamment les pensions d'invalidité ou d'accident du travail.

Le montant maximal de cette allocation est de 587€.

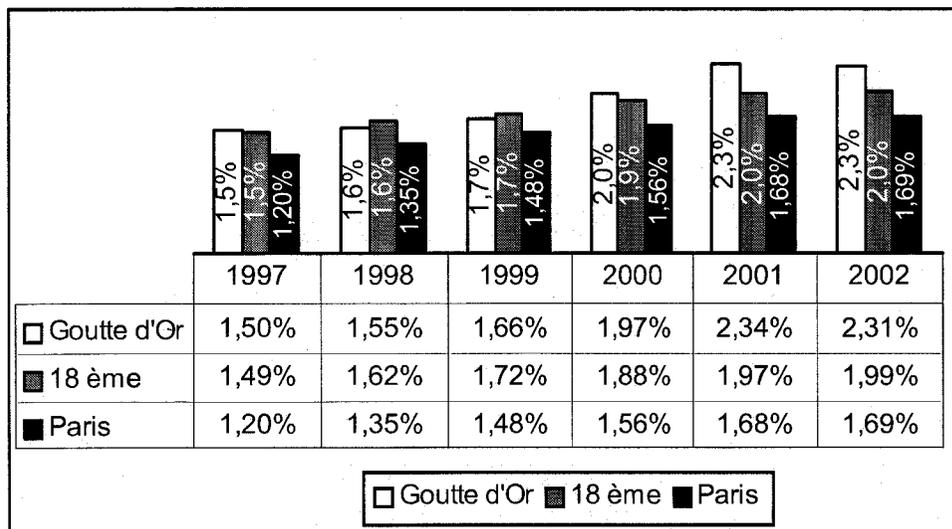
Les biais

Cette allocation étant un complément ou une substitution, elle ne permet pas de mesurer précisément le nombre de personnes handicapées.

Mise en garde

La population des ménages de référence est celle recensée en 1999 (chiffre non actualisable d'une année sur l'autre).

La part des bénéficiaires de l'AAH dans la population totale : Evolution 1997-2002



La part des bénéficiaires de l'AAH dans la population totale n'a cessé d'augmenter depuis 1997 sur les trois territoires.

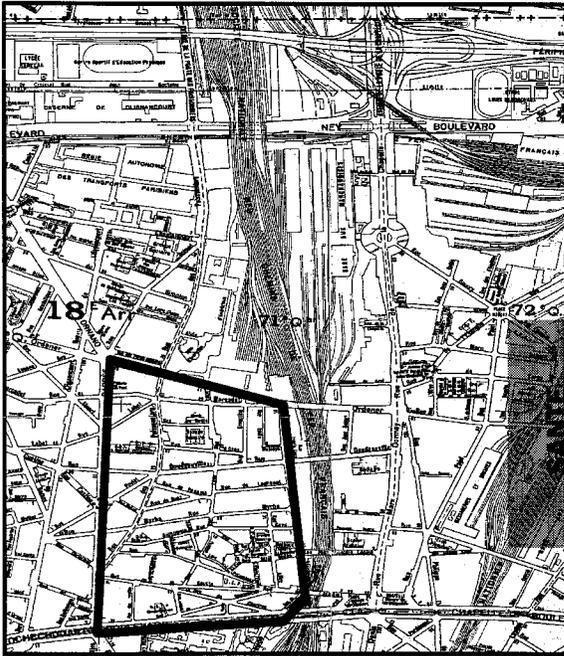
Depuis 2000, on constate une proportion bien plus importante de bénéficiaires de l'allocation AAH par rapport au reste de la population du secteur, à la Goutte d'Or que dans les autres territoires étudiés.

Les bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé

Les Chiffres clés au 31/12/2002

- **252 bénéficiaires de l'AAH**
- **2,3% de la population du quartier (population de référence : INSEE 99)**

Le périmètre



La source

Chiffres transmis par la caisse d'allocation familiales de Paris

ENFANCE, SCOLARITÉ, LOISIRS



Evolution de la capacité d'accueil des enfants de moins de 3 ans (1999-2002)

Nombre de ...	1999	2000	2001	2002
Berceaux en crèches	132	132	210	210
Berceaux en crèches familiales			23	23
Places agréées assistantes maternelles	80	96	95	106
Enfants scolarisés	84	77	54	40
Total	296	305	382	379

La capacité totale d'accueil varie peu entre 2001 et 2002, du fait de la compensation de la baisse du nombre d'enfants de trois ans scolarisés (-14) par l'augmentation du nombre de places agréées auprès d'assistantes maternelles (+11).

Attention, nous ne prenons en compte ici que les places disponibles dans les structures publiques ou parapubliques

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Les assistantes maternelles

Une assistante maternelle est agréée pour l'accueil d'un nombre d'enfants en fonction des caractéristiques de son logement (surface essentiellement). L'agrément est renouvelé chaque année.

Les crèches familiales :

Ce sont des établissements regroupant des assistantes maternelles agréées. Les enfants sont gardés au domicile des assistantes maternelles qui sont salariées de la crèche familiale.

Les enfants de moins de 3 ans scolarisés

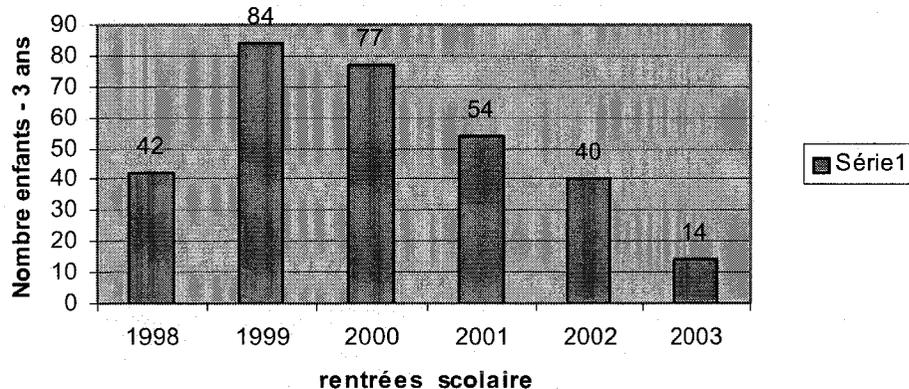
Un enfant de moins de trois ans est scolarisé à la demande des parents et en fonction des places disponibles. Il doit être propre et vacciné.

Les inscriptions en crèche

La Mairie du 18ème centralise toutes les demandes de places en crèches collectives municipales en vue de leur attribution. Le périmètre retenu comprend 4 crèches (Goutte d'Or, Léon et les 2 crèches de la rue Richomme).

Evolution du nombre d'enfants de moins de 3 ans scolarisés 1999-2003

enfants de moins de 3 ans scolarisés



Après une augmentation importante entre 1998 et 1999 (+95%), le nombre d'enfants de moins de trois ans scolarisés ne cesse de décroître.

Cette diminution peut s'expliquer par l'augmentation du nombre d'enfants de trois ans scolarisés aux différentes rentrées.

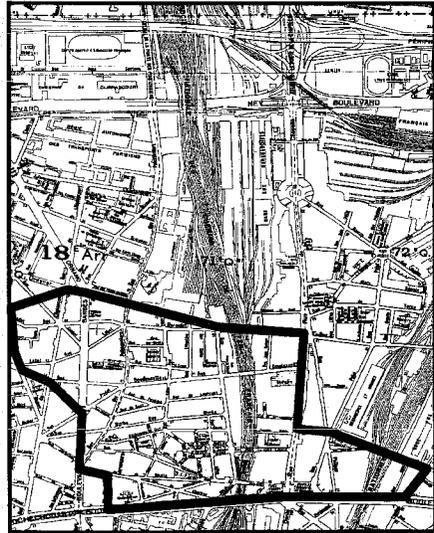
En 2003, 13 des 14 enfants concernés sont scolarisés à l'école Max Dormoy.

La petite enfance

Les Chiffres clés

- **379 places disponibles pour l'accueil dans les crèches des enfants de moins de 3 ans au 31/12/2002**
- **47 assistantes maternelles en exercice dans le quartier au 31/12/2003**

Le périmètre



La source

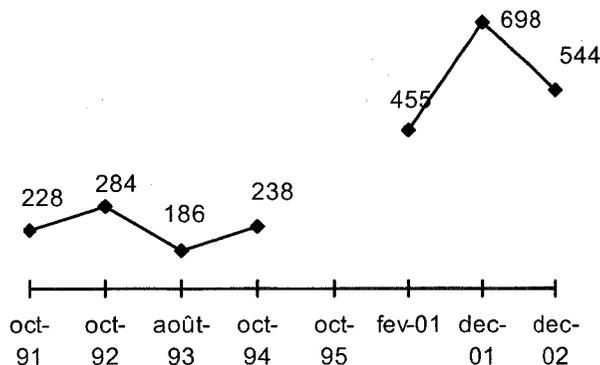
Chiffres transmis par la Mairie du 18ème et la Direction des Affaires Scolaires (D.A.SCO.) de la Ville de Paris

Evolution de la capacité d'accueil des assistantes maternelles 1999-2003

	1999	2000	2001	2002	2003
Nbre d'assistantes maternelles travaillant sur le quartier	33	47	43	49	47
Nbre d'enfants ac-	66	89	94	100	109
Nbre de places res-	14	7	1	6	3
Capacité totale d'accueil pour ce mode de garde	80	96	95	106	112

La capacité d'accueil pour ce mode de garde (y compris les crèches familiales) augmente constamment depuis 1999, il est en 2003 de 112 enfants. Parallèlement à celui-ci, le nombre d'enfants accueillis augmente, atteignant 109 enfants en 2003.

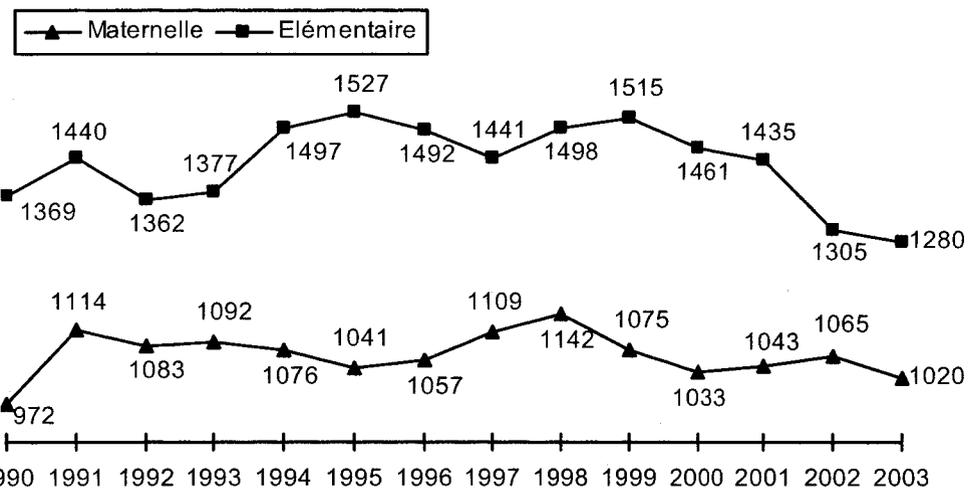
Evolution du nombre d'enfants sur liste d'attente pour l'entrée en crèche municipale (1998-2002)



Le nombre d'enfants sur liste d'attente en crèche a diminué de 22% entre 2001 et 2002 tout en restant un des plus élevés de la période observée.

Il faut cependant se prémunir de toute interprétation abusive des chiffres présentés ici. En effet, il est nécessaire de remarquer d'une part que les époques de recueil de données ne sont pas les mêmes (ce qui peut induire des variations importantes), et qu'il ne s'agit pas de moyennes : ces chiffres représentent une réalité à un instant T. Enfin, il faut souligner que le mode de gestion des listes d'attente en crèche à Paris ne permet pas un suivi précis et quotidien de la réalité.

Evolution des effectifs aux rentrées scolaires (1990-2003)



Evolution de la structure par classe (1994-2003)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Pte. section	352	324	322	394	409	417	429	426	403	380
Moy. section	376	377	371	392	346	341	307	334	349	329
Gde. section	348	340	364	323	387	317	297	283	313	311
Total	1076	1041	1057	1109	1142	1075	1033	1043	1065	1020

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
CP	372	356	354	362	321	361	315	296	250	274
CE1	323	352	312	304	337	316	318	269	272	250
CE2	273	287	317	278	270	299	282	282	229	234
CM1	279	265	268	271	264	240	266	266	265	220
CM2	250	267	241	226	254	241	230	276	238	251
Sec. Spé	-	-	-	-	52	58	50	46	51	51
Total	1497	1527	1492	1441	1498	1515	1461	1435	1305	1280

On assiste depuis 1990 à une baisse des effectifs dans les écoles élémentaires et primaires du quartier. Cette tendance s'est fortement accrue dans les écoles élémentaires entre 2001 et 2002 avec une perte de 9%. En 2003, le nombre d'élèves dans les écoles du quartier atteint le niveau le plus bas depuis près de 10 ans avec : 1280 élèves en élémentaire et 1020 en maternelle. On assiste parallèlement à la fermeture de nombreuses classes. En 2002, au total 6 classes sur les niveaux CP, CE2 et CM2 ont été fermées.

Une des pistes permettant d'interpréter ce phénomène, serait les stratégies d'évitement, de contournement de la carte scolaire mis en place par un nombre de plus en plus important de familles du quartier (voir « Crise de l'école à Paris, Un rapport explosif », Nouvel Observateur, Paris Ile de France, N°2097, du 13 au 19 janvier 2005 »).

Attention aux classes spécialisées : les données ne nous sont disponibles qu'à partir de 1998, ce qui ne signifie pas qu'elles n'existaient pas auparavant.

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Les écoles concernées

Ecoles maternelles Pierre Budin, Goutte d'Or, Marcadet, Marx-Dormoy, Richomme, Saint-Luc ;

Ecoles élémentaires : Budin, Cavé, Doudeauville, Jean-François Lépine, Oran et Richomme et l'école polyvalente Goutte d'Or.

Ces chiffres prennent en compte les effectifs des classes spécialisées mais ne prennent pas en compte les enfants scolarisés dans l'enseignement privé (une école élémentaire sur le quartier).

Les Réseaux d'Education Prioritaire

Réseau d'acteurs éducatifs travaillant sur un territoire dit « prioritaire » pour lequel l'Education Nationale met en place des dispositifs particuliers : taux moyen de personnel et nombre d'heures d'enseignement plus élevés que la moyenne, crédits pour des actions pédagogiques spécifiques, indemnité annuelle supplémentaire pour les enseignants, classes moins chargées, etc.

Les précautions

- Une partie des enfants qui fréquentent la maternelle Marx-Dormoy n'iront pas dans une des six écoles élémentaires du quartier.

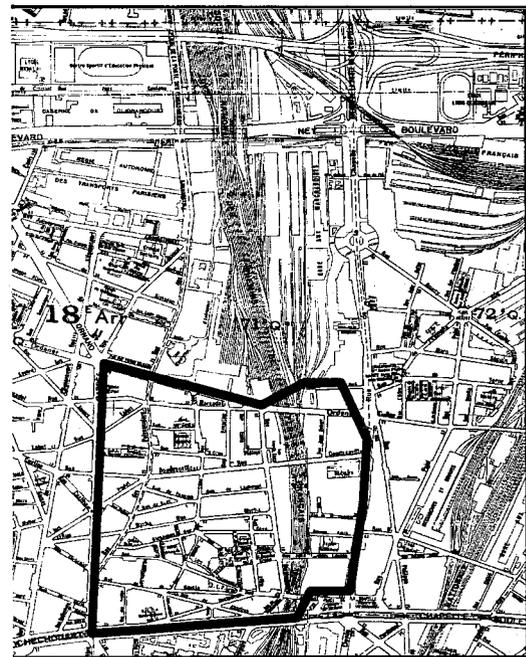
- La comparaison entre les années ne prend pas en compte d'éventuelles modifications de la carte scolaire affectant la définition du périmètre Goutte d'Or.

Les effectifs dans les écoles primaires

Les Chiffres clés **en septembre 2003**

- **2300** enfants scolarisés dans les écoles publiques
- **23,7** enfants par classe en moyenne en maternelle / **18,5** en élémentaire

Le périmètre

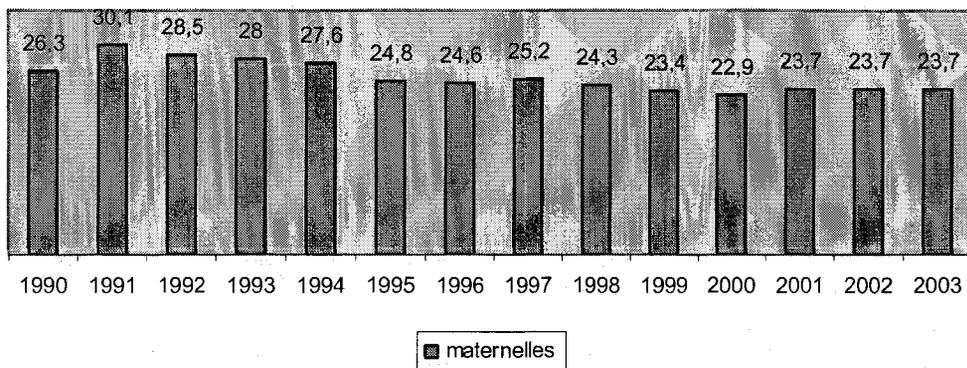


La source

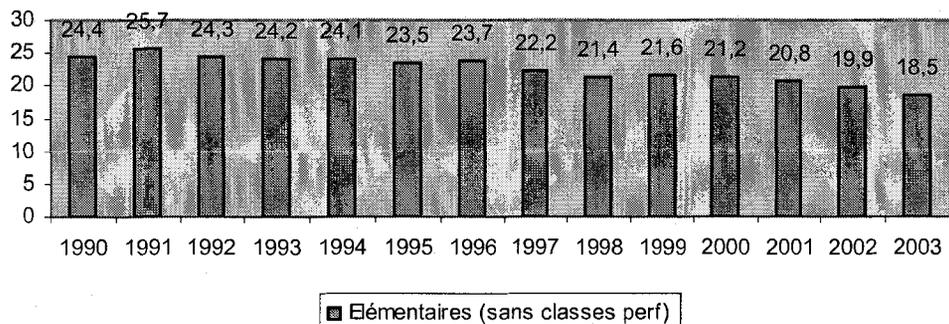
Chiffres transmis par la Direction des Affaires SCOLaires (D.A.S.C.O.) de la Ville de Paris

Evolution du nombre moyen d'enfants par classe (1990-2003)

maternelles



Elémentaires (sans classes perf)



En maternelle

Le nombre moyen d'enfants par classe n'a cessé de baisser sur la décennie 90 pour atteindre son niveau le plus bas à la rentrée 2000. Il remonte de 0,4 point à la rentrée 2001 du fait de la fermeture d'une classe maternelle et s'y stabilise en 2002.

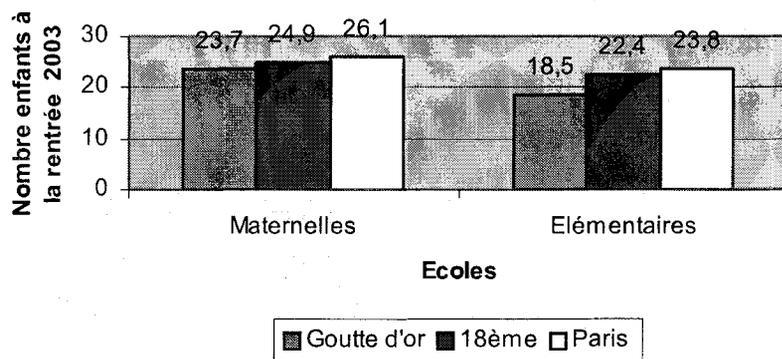
En élémentaire

Le nombre moyen d'enfants par classe ne cesse de baisser de façon régulière et progressive depuis le début de la décennie. Il atteint son niveau le plus bas à la rentrée 2003 malgré la fermeture de plusieurs classes.

Cette moyenne n'inclut pas les effectifs des classes spécialisées qui totalisent une moyenne de 12,8 enfants par classe en 2002 à la Goutte d'Or.

Le nombre moyen d'enfants par classe est inférieur de 2,4 points en maternelle et de 3,9 points en élémentaire à celui de Paris. Pour les deux niveaux, il est également inférieur à la moyenne des écoles du 18^{ème} arrondissement.

Comparaison du nombre d'enfants par classe en 2003



Les effectifs par niveaux : Evolution 1993-2003

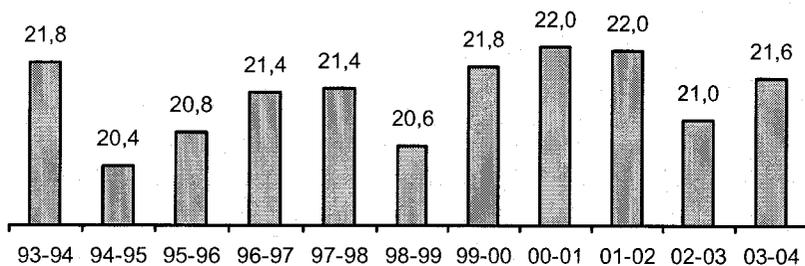
	93-94	94-95	95-96	96-97	97-98	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	03-04
classe NF	23	24	24	-	24	22	22	25	23	24	24
6 ^e	114	105	101	137	138	131	134	112	110	108	102
5 ^e	136	96	103	90	98	111	107	115	110	106	108
4 ^e	106	100	86	89	79	94	113	101	119	90	81
3 ^e	99	106	96	84	83	76	82	93	91	76	83
total	478	431	410	400	422	434	458	446	453	404	398

Les effectifs au collège, connaissent une baisse relativement importante sur les deux dernières rentrées : -12% entre les rentrées 2001 et 2003.

Le suivi de cohortes montre par ailleurs une baisse de 10 points du taux de "disparition" d'élèves sur

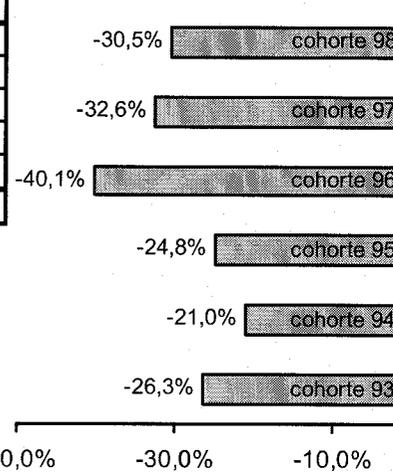
ces deux mêmes années. Les « pertes » d'élèves s'expliquent essentiellement par trois phénomènes : « l'évasion scolaire » (détournement de la carte scolaire), le déménagement et les orientations scolaires.

Le nombre moyen d'élèves par classe : Evolution 1993-2003



Après avoir connu une baisse très nette à la rentrée 2002, le nombre moyen d'élèves par classe au collège a de nouveau connu une augmentation à la rentrée 2003. Cette augmentation s'explique sans doute essentiellement par la fermeture d'une classe de 4^e à cette rentrée.

Suivi de cohortes



CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Attention : tous les élèves du secondaire habitant la Goutte d'Or ne sont pas scolarisés au collège Georges Clémenceau. Quatre autres collèges publics accueillent en effet des enfants de la Goutte d'Or : les collèges Marx Dormoy, Marie Cury et Dorgelès dans le 18^e et le collège Jacques Decour dans le 9^e arrondissement.

La notion de cohorte

La "cohorte" est un groupe d'élèves que l'on suit en l'observant à une année n puis aux années n+1, n+2, etc. Ainsi, le groupe constitué par 114 élèves entrés en sixième en 1993 s'appelle ici la "cohorte 93". On remarque qu'à la rentrée 1996 (celle de son entrée théorique en troisième), elle n'est plus constituée que de 84 élèves, soit une perte de 26,3% des effectifs.

Les effectifs au collège

Les Chiffres clés à la rentrée 2003

- **398** élèves scolarisés au collège Clémenceau
- **21,6** élèves par classe en moyenne

Le périmètre



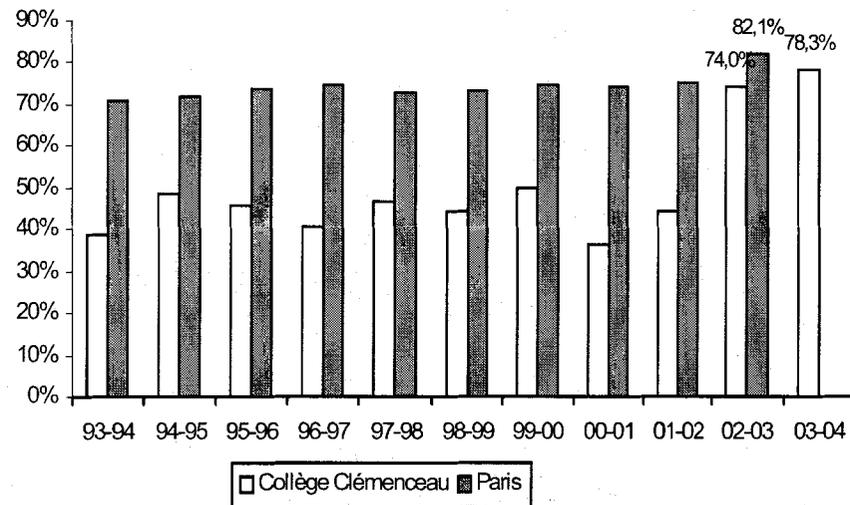
* Pour trouver le collège dont dépend un élève habitant à la Goutte d'Or : <http://www.ac-paris.fr/>

La source

Chiffres transmis par le collège Georges Clémenceau

CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Les élèves sans retard scolaire ou en avance à l'entrée en 6ème : Evolution 1993-2003



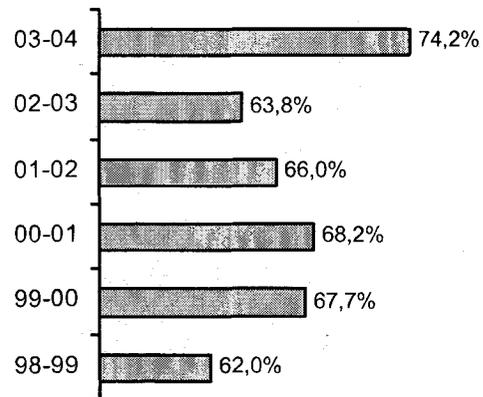
Alors que sur l'ensemble de la période observée, la proportion des élèves sans retard scolaire au collège Clémenceau était nettement inférieure à celle de Paris, on peut constater dès la rentrée 2002 un très net rattrapage des moyennes parisiennes. (la moyenne parisienne n'est pas disponible pour la rentrée 2003).

Les bourses

Réintroduites depuis la rentrée de 1998 par la loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, les bourses sont gérées au niveau du collège. Elles sont attribuées aux familles les plus démunies qui ont des enfants inscrits au collège.

Le montant annuel, calculé selon trois taux en fonction des charges et des ressources des familles, est de 57,03 €, 182,79 € et 293,58 € à la rentrée 2003. Elles sont versées en trois fois.

Les élèves boursiers : Evolution 1993-2003



Alors qu'elle avait tendance à diminuer depuis la rentrée 2000, la part des élèves boursiers a connu une augmentation de près de dix points à la rentrée 2003.

Au titre de comparaison, 22% des élèves de l'académie de Paris étaient boursiers à la rentrée 2002.

La scolarité au collège

Les Chiffres clés **à la rentrée 2003**

- **78,3%** d'élèves en avance ou sans retard à l'entrée en 6^e
- **74,2%** d'élèves boursiers

Le périmètre

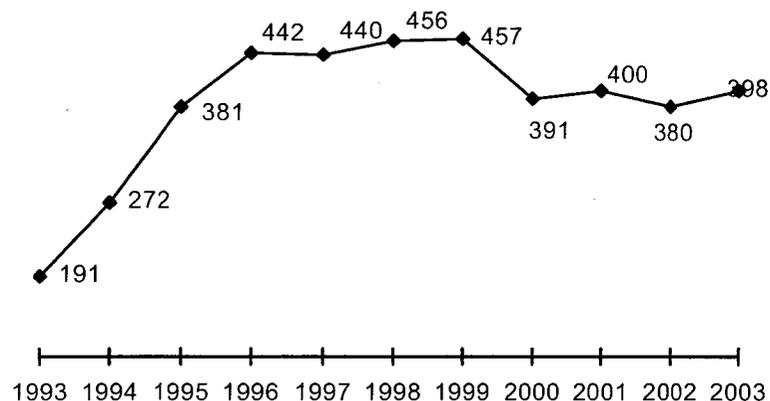


* Pour trouver le collège dont dépend un élève habitant à la Goutte d'Or : <http://www.ac-paris.fr/>

La source

Chiffres transmis par le collège Georges Clémenceau

Evolution de la fréquentation des centres de loisirs (1993-2003)



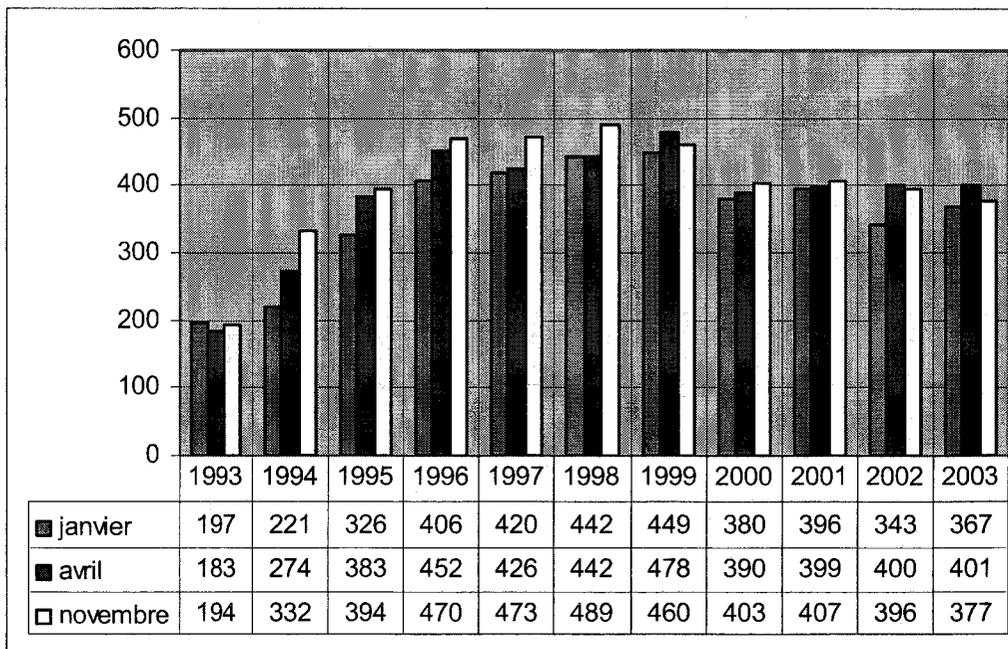
Après avoir plus que doublée entre 1993 et 1996 (ouverture de plusieurs centres), la fréquentation des centres de loisirs s'est stabilisée quatre années autour de 450 enfants accueillis en moyenne par jour (jours ouvrés, cf. ci-contre) sur le quartier de la Goutte d'Or.

A partir de 2000, on constate une baisse d'environ 17% de la fréquentation moyenne par rapport aux années précédentes. Toutefois en 2003, la fréquentation a augmenté légèrement pour atteindre 398 enfants.

Comparaison de la fréquentation sur trois mois (1993-2003)

Jusqu'en 2002, la comparaison de la fréquentation des centres de loisirs sur trois mois montre que chaque année, elle est plus importante en novembre qu'en avril et plus importante en avril qu'en janvier. Cette tendance est observée par les services de la DASCO à l'échelle parisienne. Les mois d'hiver du second trimestre semblent plus propices à la garde des enfants à domicile que ceux des premiers et derniers trimestres de l'année scolaire.

Toutefois cette tendance ne se confirme pas en 2003, mais les chiffres sont à prendre avec précaution car le centre de loisirs de la Goutte d'Or était fermé en janvier et avril 2003.



CHIFFRES, MODE D'EMPLOI

Les centres de loisirs de la DASCO

Les centres de loisirs de la Direction des Affaires Scolaires (Ville de Paris) sont ouverts tous les mercredis et pendant les vacances scolaires dans cinq écoles maternelles (St luc, Goutte d'Or, Max Dormoy, Marcadet, Richomme) et cinq écoles élémentaires (Doudeauville, Oran, Richomme, Goutte d'Or, Lepine) un centre pré-adolescents (Cavé).

La construction du chiffre

La DASCO relève trois fois par an le nombre moyen d'enfants par jour d'ouverture, pendant un mois. La moyenne annuelle est ainsi calculée à partir de ces trois relevés.

Les biais

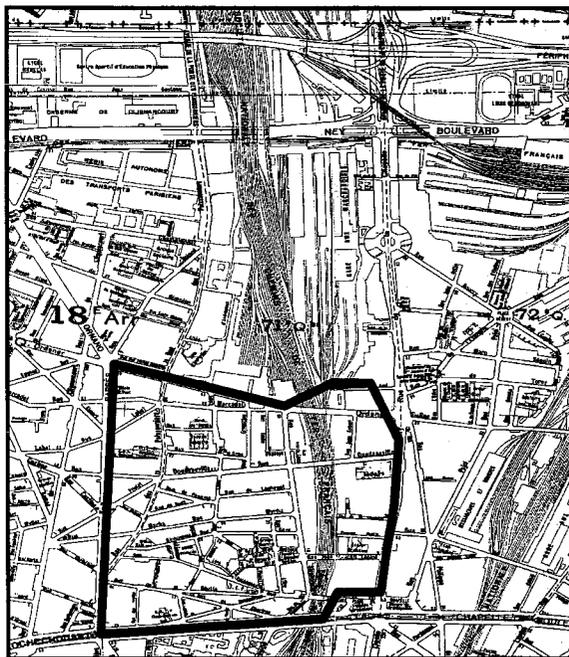
Un indice de fréquentation n'est pas forcément un indicateur d'une situation sociale. Il est difficile d'interpréter un chiffre qui témoigne plus des moyens et des objectifs des structures.

La fréquentation des centres de loisirs

Les Chiffres clés

- 398 enfants accueillis en 2003

Le périmètre



La source
Chiffres transmis par la Direction des Affaires SColaires (D.A.SCO.) de la Ville de Paris

Enfance-Scolarité

ANNEXES

Index des abréviations citées

- **A.A.H.** : Allocation d'Adulte Handicapé
- **A.L.F.** : Allocation de Logement à caractère Familial
- **A.L.S.** : Allocation de Logement à caractère Social
- **A.N.P.E.** : Agence Nationale Pour l'Emploi
- **A.P.I.** : Allocation Parent Isolé
- **A.P.L.** : Aide Personnalisée au Logement
- **A.P.UR.** : Atelier Parisien d'URbanisme
- **A.R.S.** : Allocation de Rentrée Scolaire
- **C.A.F.** : Caisse d'Allocations Familiales
- **C.A.S.** : Centre d'Action Sociale
- **C.I.O.** : Centre d'Information et d'Orientation
- **D.A.SCO.** : Direction des Affaires SCOLaires (Mairie de Paris)
- **D.A.S.E.S.** : Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé (Département et Mairie de Paris)
- **D.S.U.** : Développement Social Urbain
- **F.S.L.** : Fonds de Solidarité Logement
- **I.N.S.E.E.** : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
- **O.L.A.P.** : Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne
- **O.P.A.C.** : Office Public d'Aménagement et de Construction de la Ville de Paris
- **O.P.A.H.** : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
- **P.L.A.** : Prêt Locatif Aidé
- **R.E.P.** : Réseau d'Education Prioritaire
- **R.M.I.** : Revenu Minimum d'Insertion
- **S.E.M.A.V.I.P.** : Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Ville de Paris
- **S.S.P.** : Service Social Polyvalent (D.A.S.E.S.)
- **Z.U.S.** : Zone Urbaine Sensible ; périmètre d'intervention de la politique de la Ville

Les artisans du Tableau de Bord

Composition du groupe de travail "Tableau de Bord" :

- Pour l'**APUR**, Messieurs Marc Esponda et Damien Valdan, Démographes ;
- Pour la **DASES**, Monsieur Robert Poinsard, Chargé de Mission auprès du Directeur, Responsable du Service des études, des recherches et de la documentation ;
- Pour la **DASES** (service social polyvalent de secteur), Madame Cluet, conseillère socio-éducative chargée de l'encadrement (Goutte d'Or / Château-Rouge) ;
- Pour la **Caisse des écoles du 18ème arrondissement**, Monsieur Laurent Gerboud, Directeur ;
- Monsieur Pierre-Marie Lasbleis, Sociologue ;
- Monsieur Yankel Fijalkow, Maître de Conférence urbanisme-aménagement, Université Paris VII-Jussieu ;
- Pour l'association **Salle Saint-Bruno**, Mademoiselles Sandra Hueber et Fabienne Cossin, Coordonnatrices de l'Observatoire de la Vie Locale ;
- Et pour les relectures / critiques : Juliette Gatignon et Véronique Lejeune de **l'Equipe de Développement Local du quartier de la Goutte d'Or**.

Les correspondants du Tableau de Bord

Les chiffres contenus dans ce document nous ont été transmis par les organismes suivants :

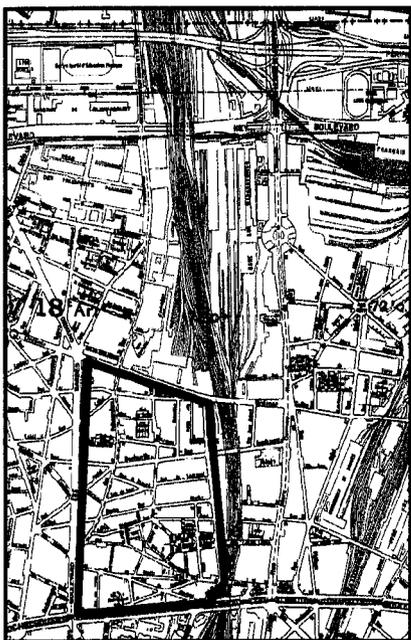
- Atelier Parisien d'URbanisme (APUR)
- Agence Immobilière "Superficies", rue Doudeauville
- Caisse d'Allocations Familiales (CAF)
- Caisse des Ecoles du 18ème arrondissement
- Centre des Impôts du 18ème arrondissement
- Collège Georges Clémenceau et REP 8
- Direction des Affaires SCOLaires (DASCO, Mairie de Paris)
- Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé (DASES), Services centraux et Service Social Polyvalent de secteur
- Equipe de développement local, quartier de la Goutte d'Or
- Mairie du XVIIIème arrondissement
- Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne (OLAP)
- Office Public d'Aménagement et de Construction de la Ville de Paris (OPAC)
- Pacte de Paris
- Société d'Économie Mixte d'Aménagement de la Ville de Paris (SEMAVIP)

Qu'ils soient remerciés de leur précieux concours.

Sont aussi cités ici des chiffres provenant de :

- l'INSEE (traités par l'APUR)
- L'ANPE et de la Mission locale BELLIARD traités par l'Equipe de Développement Local du quartier de la Goutte d'Or

LE TABLEAU DE BORD DE LA VIE SOCIALE À LA GOUTTE D'OR



Souvent considéré comme un coupe gorge, un ghetto, un repaire de la délinquance, le quartier de la Goutte d'Or à Paris fait encore peur. Pour les 22000 habitants de ce petit périmètre urbain, situé au cœur du 18ème arrondissement, la vie n'est certes pas tous les jours facile. Mais les réalités de la vie quotidienne sont ici bien loin des représentations que l'extérieur peut s'en faire. Depuis près de 20 ans, habitants, associations et pouvoirs publics se mobilisent et travaillent à l'amélioration de la qualité de la vie sur le quartier, dans le sens d'une requalification progressive.

Un Observatoire de la Vie Sociale a été créé en 1992 à l'initiative des associations locales, afin d'une part de constituer un lieu de ressources documentaires, et d'autre part d'assurer une "cellule de veille", de mesurer au plus près les évolutions du quartier. Un observatoire pour ne plus juger sans comprendre, analyser sans connaître, mais permettre à tous les acteurs et partenaires, mais aussi chercheurs et journalistes, de prendre le temps de connaître et de comprendre pour juger et analyser en toute objectivité. Le Tableau de Bord de la Vie Sociale, recueil d'une trentaine d'indicateurs statistiques fins, en est le principal outil.

Depuis plus de cinq ans, un travail partenarial actif en permet sa réalisation. Les institutions et organismes intervenant dans le secteur transmettent le chiffre, véritable cœur de ce document. Un groupe de travail composé de spécialistes en garantit la méthode, la cohérence et l'éthique, il lui donne corps. Nos partenaires financiers permettent de le faire vivre.

La "Salle Saint Bruno" est une association sous le régime de la loi du 1er juillet 1901. Créée en 1991, elle a pour objet de "Promouvoir, conduire et soutenir toute initiative ayant notamment pour but l'insertion et la promotion sociale et économique des habitants du quartier de la Goutte d'Or ou répondant à des besoins précis des habitants". Son conseil d'administration est composé d'associations du quartier, d'élus d'arrondissement et d'un représentant des services administratifs de la ville de Paris.

Un document édité par
Association "Salle Saint-Bruno"
9, rue Saint Bruno
75018 Paris

Dépôt légal Avril 2005

ISBN 2-911611-09-8

Prix : 10 euros